

ARCHIVES NATIONALES DU MONDE DU TRAVAIL

ACTION CATHOLIQUE OUVRIÈRE DE LILLE

(ACO)

(1944-1999)

2000_048_001-460

Répertoire numérique détaillé

établi par Christelle GILLE

dans le cadre et à la suite d'un mémoire de maîtrise d'Histoire sur l'ACO
repris et complété en 2017 par Cécile PLEYNET, intérimaire

1995

Roubaix

FICHE D'IDENTIFICATION

Référence :

FR ANMT 2000 048

Intitulé :

Action catholique ouvrière de Lille

Niveau de description :

Fonds

Dates extrêmes :

1944-1998

Producteur :

Action catholique Ouvrière – Maison de l'Apostolat des Laïcs

Modalité d'entrée :

Dépôt.

Importance matérielle :

16,80 ml pour la totalité du fonds (dont des armics, des boîtes Bruneau et un hors format en carton à dessins).

Langue des documents :

Français

Localisation physique :

Archives nationales du monde du travail, 78 boulevard du Général Leclerc 59100 ROUBAIX

Conditions d'accès :

Communicabilité sur autorisation du propriétaire déposant.

Conditions de reproduction :

Reproduction sur autorisation du propriétaire déposant. Voir en salle de lecture pour les conditions de réutilisation (publication, exposition, diffusion).

INTRODUCTION

Activités

Association chrétienne
Association d'éducation populaire

Présentation de l'entrée et historique de la conservation

Ce fonds est entré au Centre des archives du monde du travail par voie de dépôt en 2000 sous le numéro 2000 048. Il s'agit d'archives privées, confié par le comité diocésain Mission Ouvrière de Lille.

Historique du producteur

Un peu d'histoire ... 40 ans d'Action catholique ouvrière dans le diocèse de Lille : 1950-1990¹

Des années 30 à la fin des années 60, la France connaît un militantisme religieux notamment dans les mouvements d'action catholique comme la JOC. Dans les années 30, les aînés de la JOC quittant le mouvement émettent le désir de retrouver leurs engagements dans un mouvement d'adultes. C'est alors que se crée, en 1935, la LOC remplacée 5 ans plus tard par le MPF qui deviendra vite un mouvement plus ouvrier qu'apostolique.

C'est dans ce contexte que va naître l'ACO en 1950 qui, dès sa naissance, affirme son originalité en se référant à deux mouvements, l'un social, le mouvement ouvrier et l'autre confessionnel, le mouvement d'Église.

L'ACO connaît dans les premières années un développement important notamment dans le diocèse de Lille où le passé des mouvements, tant ouvriers que catholiques, n'est plus à faire.

C'est en raison de l'importance de ce diocèse et des différentes réalités ouvrières au sein de celui-ci, que cette étude portera essentiellement sur les secteurs de l'agglomération de Lille, plus homogène. Toutefois, sur certains points, il a parfois été nécessaire d'élargir l'étude à d'autres secteurs, par souci de clarté.

Un mouvement n'étant pas quelque chose de figé, cette étude se propose de regarder les grandes lignes de l'évolution de l'ACO de 1950 à 1990. Comment l'ACO du diocèse de Lille s'est-elle construite durant ces 40 années et quel sera l'influence des facteurs internes et externes ? Quelle place la mentalité des militants qui la compose prend-elle dans son évolution ? Comment l'ACO est-elle, par les différentes étapes de son développement, arrivée à ce qu'elle est aujourd'hui ?

Nous tenterons donc de voir, à travers l'évolution des facteurs structurels et conjoncturels et à travers l'évolution de la mentalité des militants, les différentes étapes du développement de l'ACO. Pour cela, nous verrons dans un premier temps la naissance de l'ACO et les caractéristiques du mouvement jusqu'au concile de Vatican II. Puis, dans un deuxième temps, nous nous interrogerons sur les raisons et les traductions de la remise en cause qui secouent les militants et le mouvement à la fin des années 60. Enfin, dans un troisième temps, il sera question des facteurs qui entrent en jeu dans la naissance d'une ACO vivante et équilibrée.

1950 à 1963 : de la naissance à l'aube de Vatican II

Historique et naissance de l'ACO

L'ACO actuelle n'a pas été la première forme d'action catholique ouvrière des adultes. Elle fut précédée par d'autres tentatives : celle de la LOC (Ligue Ouvrière Chrétienne) et celle du MPF (Mouvement Populaire des Familles). En effet dans les années 30, les aînés de la JOC (Jeunesse Ouvrière Chrétienne) quittent le mouvement : ils seront à l'origine de la LOC qui s'inspire donc directement de la JOC. Sa mission est essentiellement spirituelle et apostolique. Il faut conquérir la classe ouvrière à l'idéal du Christ.

En 1940, le 4^{ème} conseil national de la LOC décide d'accentuer le caractère de masse du mouvement afin d'aller à la conquête du milieu populaire. Ainsi, du mouvement apostolique qu'était la LOC, va naître le MPF qui va vite devenir un mouvement plus ouvrier qu'apostolique. Il abandonne sa référence à la doctrine sociale de l'Église et organise des services temporels afin d'humaniser pour mieux christianiser. En raison de cette déviation, l'A.C.A. (Assemblée des Cardinaux et Archevêques), en 1949, déclare le MPF "en dehors du domaine de l'action catholique".

¹ Ce petit historique retranscrit littéralement un article à paraître dans *la Revue du Nord* en 1997 : « 40 ans d'ACO dans le diocèse de Lille (1950-1990) » (Christelle Gille).

C'est dans ce contexte que vont se faire les premiers essais d'une nouvelle action catholique des adultes qui donnera naissance, six mois plus tard, à l'ACO.

Les années 1949 et 1950 seront marquées par la mise en place du mouvement et les prises de positions pour ou contre le MPF ou l'ACO. Certains, tel le père Piat, accusent le MPF de faire de la propagande révolutionnaire et de trop s'approcher d'un idéal de société socialiste. D'autres, tel l'abbé Delmotte² et l'abbé Denis³ défendent le MPF en insistant sur son caractère de masse seul capable de christianiser toute la classe ouvrière. Dans ce contexte de lutte de positions, l'idée d'un mouvement d'action catholique qui s'opposerait au MPF en cela qu'il serait neuf, éducatif et spirituel, se fait jour.

Après six mois d'expériences dans différentes villes de France et plusieurs discussions sur la nature de la nouvelle ACO, celle-ci accouche de son projet le 5 mars 1950 : elle sera tournée vers les engagés, n'aura pas de services temporels et devra être ouverte à tous. L'ACO ne peut s'engager en tant que telle, c'est à ses militants de le faire par le biais des organisations temporelles telles les syndicats, les partis politiques, les associations... Elle doit éduquer chrétiennement le milieu ouvrier, animer spirituellement ses militants et témoigner la charité et l'unité des chrétiens. Voici résumées les principales caractéristiques du nouveau mouvement.

La mise en place de l'ACO dans le diocèse de Lille

Dans le diocèse de Lille, l'histoire des mouvements ouvriers, catholiques ou non, est très riche. La JOC, la LOC et le MPF se sont fort bien implantés dans le diocèse, et ce, dès leur naissance. En ce qui concerne l'ACO lilloise, elle compte, en 1951, 110 groupes organisés dans tout le diocèse. Ce chiffre montre une fois de plus l'emprise et l'importance des mouvements d'action catholique dans la région du Nord.

Malgré ce bon départ, très vite des difficultés vont s'installer. Celles-ci ne doivent leur existence qu'aux problèmes posés par toute naissance, dans quelques domaines que ce soit. Les causes de ces difficultés sont de deux ordres. Le premier se situe dans la difficulté de comprendre et d'appliquer la définition et la nature données à l'ACO le 5 mars 1950. Nous reviendrons sur ce problème ultérieurement. Le second, plus structurel, concerne l'accueil du nouveau mouvement par les paroisses. En effet, celles-ci conçoivent mal les enjeux de l'ACO et les positions temporelles de ses militants les inquiètent. Dans ces circonstances de semi-rejet et d'incompréhension - d'ailleurs réciproques - les paroisses ne jouent pas pleinement leur rôle dans la mise en place et l'intégration de l'ACO dans les communautés paroissiales et ainsi contribuent à installer un fossé entre l'action et la pratique qui ne sera jamais comblé. C'est dans l'optique de régler ce problème que sera créée, en 1959, le Comité d'Évangélisation Lillois (CLE) qui réunit prêtres, religieuses et mouvements d'action catholique dans un but d'unité d'action et de pastorale d'ensemble.

Toutefois, l'ACO de Lille sera fortement soutenue par son évêque, le cardinal Liénart, qui voit en elle la seule chance pour l'Église d'être présente en plein cœur du monde ouvrier. C'est avec ce sens ouvrier, propre à lui, que le Cardinal développera la Mission Ouvrière dans tout le diocèse dès 1958.

Outre ces deux difficultés et la division entre les militants du MPF et ceux de l'ACO, il existe, à la naissance de l'ACO, le problème posé par ses membres, à savoir, qui sera militant ACO ? À l'origine, toute personne engagée dans le monde ouvrier et catholique peut faire partie du mouvement. Mais la réalité du regroupement⁴ n'est pas si évidente que cela. En effet, l'engagement syndical est loin d'être diversifié puisque 90 % des militants syndiqués sont à la CFTC contre 8 % à la CGT. De même, les non-engagés au niveau politique, syndical ou familial, même s'ils ne sont pas exclus, se sentent tout de même mal à l'aise et quittent rapidement le mouvement. En fait, le problème qui se pose aux membres de l'ACO est que les frontières du « recrutement » sont assez larges et mal définies.

L'ACO, même si elle se veut ouverte, reste essentiellement dans la tendance à un engagement ouvrier très fort. Cette tendance est elle héritée du MPF. En effet, dans les années 1950, l'ACO voit en son sein la juxtaposition de deux courants qui, au fil des années, se compléteront pour faire de l'ACO un mouvement stable et équilibré. Un courant, que l'on pourrait nommer « temporel », hérité du MPF et qui considère que l'ACO est uniquement une animation spirituelle de l'engagement. Il a tendance à oublier le côté apostolique du mouvement qu'il considère comme une conséquence possible de son engagement profond pour libérer la classe ouvrière, finalité prioritaire à ses yeux. La révision de vie⁵ n'est alors qu'une réflexion afin de se ressourcer pour entreprendre de nouvelles actions. Un courant, plus « spirituel » ou du moins apostolique, qui voit d'abord sa responsabilité dans l'apport de la Bonne Nouvelle et du message chrétien aux travailleurs. L'engagement n'est donc qu'un moyen pour approcher la

2 Abbé F. Delmotte, aumônier fédéral du MPF à Lille, il sera en 1950 aumônier régional de l'ACO Il ne restera que quelques mois dans cette dernière fonction en raison de ses positions pour le MPF toujours aussi marquées.

3 Abbé Denis, aumônier du MPF à Roubaix, remplacé en septembre 1949 par l'abbé Desmarescaux car appelé aux fonctions d'aumônier national du MPF Il deviendra aumônier national de l'ACO quelque temps après.

4 Regroupement : l'ACO se doit, pour être un mouvement unifié, de regrouper de manière équilibrée dans ses équipes des engagements différents tels que syndicaux, politiques, associatifs..., et de tous les mouvements quelques que soient leurs idéaux. Cela signifie qu'elle ne doit pas regrouper que des militants CFTC, MRP ou MPF mais aussi des militants CGT, PCF...

5 Révision de vie : elle occupe le 4/5° d'une réunion et reste l'outil le plus important de l'ACO Elle consiste à mettre en commun, à partir de faits de la vie ouvrière, les différentes prises de position des membres lors des grèves, d'assemblées générales ou autres. Elle ne doit pourtant pas servir de jugement mais doit aider à vivre toujours plus en chrétien en se dépouillant de ses idées personnelles pour essayer de voir avec les « yeux de Dieu ». Définition expliquée par un schéma de révision de vie dans un comité diocésain au début des années 1950.

classe ouvrière à évangéliser et la révision de vie devient une véritable réflexion sur les moyens à mettre en œuvre pour accomplir sa mission.

L'ACO, dans les années 1950, est essentiellement composée par le premier courant, ce qui explique l'importance du « Voir-Juger-Agir »⁶ dans les révisions de vie, l'importance du nombre d'exemples de la vie ouvrière et la difficulté des militants à atteindre le débat de foi en révision de vie.

Un mouvement d'action catholique à Lille

L'ACO reste toutefois un mouvement bien organisé qui cherche des solutions à chacun de ses problèmes. La mise en place des structures à Lille s'est faite également à tâtons afin que chacune d'entre elles trouve le rôle qui lui soit adapté. Pour cela, le comité diocésain et les comités de secteur ont dû réajuster leur organisation afin de faire de l'ACO un mouvement organisé et structuré, ayant une unité d'action. C'est dans ce sens qu'en 1954 s'opère la plus grande restructuration du mouvement. Étant donné l'importance des secteurs, il est accordé aux comités de secteur le statut de comité diocésain. Ainsi, ils acquièrent une certaine autonomie qui se veut contrôlée par le comité diocésain qui étudie l'ensemble des secteurs.

Malgré certains problèmes d'organisation, qui se conçoivent facilement à l'intérieur d'un aussi grand diocèse, les équipes de base s'organisent et prospèrent : elles sont au nombre de 150 en 1956, soit une augmentation de plus de 30 % des effectifs depuis la naissance du mouvement. En 1960, on dénombre 168 équipes et 219 en 1962. Il faut compter environ dix membres par équipes⁷. Cette augmentation d'effectifs n'est guère étonnante dans un diocèse aussi réceptif aux mouvements ouvriers. On ne peut donc pas nier la vitalité de l'ACO dans les années 1950.

Pourtant, des difficultés d'assimilation des méthodes du mouvement se font sentir. Ainsi, la révision de vie, qui demeure l'outil essentiel de l'ACO, pose certaines difficultés par le manque de synthèse, le manque de réflexions après énonciation des événements ouvriers et le manque de découverte de Jésus-Christ qui rendent la révision de vie peu similaire à sa définition initiale. Pourtant, dans les années 50, cela ne pose pas de véritables problèmes aux militants qui placent la révision de vie dans une optique d'animation. L'expression des événements ouvriers semble pour eux plus encourageante qu'une véritable réflexion. Si le problème de la révision de vie est posé de manière aussi insistante par le comité diocésain, c'est sans doute par peur de voir l'ACO suivre le même chemin (plus temporel que spirituel) que le MPF quelques années auparavant. Il est vrai que beaucoup de militants sont encore marqués par l'esprit du MPF caractérisé par le courant temporel majoritaire à l'ACO.

Par contre, si la révision de vie est mal assimilée, le Voir-Juger-Agir est si bien compris qu'il deviendra vite la priorité des militants lillois dans les révisions de vie. En effet, alors qu'il ne devrait prendre qu'un quart de la révision de vie, il occupe pratiquement la totalité de celle-ci. Ils y trouvent donc un certain intérêt et une motivation indéniable. Les conséquences de cet état d'esprit fondent toute la dynamique des militants des années 50. Leur double fidélité à la classe ouvrière et à Jésus-Christ est donc plus qu'un état d'esprit, c'est un véritable acte de foi. Ce dernier, hérité de la JOC et transmis par le MPF, est considéré comme la force de l'ACO pour évangéliser le monde ouvrier. L'action en plein cœur de la classe ouvrière devient alors primordiale et incontournable. Celle-ci, dans les années 50, se situe plus au niveau économique - voire politique - que familial : Algérie, chômage, grèves, salaires, syndicalisme, Vème république... Certains événements religieux tels que l'affaire des prêtres ouvriers en 1953 et le message de l'encyclique *Mater et Magistra* en 1961 font parfois partie des discussions. Les faits auxquels les militants font référence marquent leur volonté d'être présent et actifs dans tous les événements qui font la vie ouvrière. En janvier 1956, l'ACO dénombre une vingtaine de proclamations à la masse - ce qui représente beaucoup - dont une douzaine sur des problèmes économiques, le reste se partage entre les problèmes politiques et les manifestations religieuses. L'ACO semble avoir conscience d'être actuellement l'une des forces essentielles de la présence de l'Église dans le monde ouvrier. C'est ainsi que l'on peut dire que le mouvement, par l'intermédiaire des actions de ses militants dans les organisations temporelles, est un mouvement actif, dynamique et collectif.

Le visage des équipes de l'ACO de Lille

Pour que cette brève étude sur le mouvement dans les années 50 soit plus complète, on se doit d'étudier les caractéristiques des militants qui le compose⁸. Au niveau professionnel, 61,2 % des militants travaillent dont essentiellement des employés (33,7 %) et des OS (18,9 %). L'ACO regroupe tout de même un éventail de professions large et équilibré même si les cadres et les artisans sont peu représentés (respectivement 2,95 % et 3,55 %), ce qui se comprend étant donné leur nature. Les ouvriers manuels sont représentés à plus de 40 %, ce qui nous fait dire que

6 Voir-Juger-Agir : son principe est de choisir un événement de la vie ouvrière qui pose problème ou fait réagir les militants afin de l'analyser et de trouver des solutions appropriées.

7 Il n'existe pas de recensement précis des militants avant 1967. Les effectifs donnés proviennent de différents procès-verbaux de réunions du comité diocésain. Il n'existe aucune étude précise à cause de la pudeur des militants qui ne désirent pas afficher leurs engagements (sans doute par crainte puisqu'à cette époque les syndicalistes ou les politiques étaient souvent mal vus) et par manque d'initiatives d'enquêtes locales. Seul un répertoire des militants du secteur de Lille-Est de 1958 a été constitué, impossible à utiliser pour des chiffres globaux.

8 Notre seule source est le répertoire des militants du secteur de Lille-Est de 1958. Ce dernier représente 24 équipes et 276 militants. Cependant, nous pouvons penser que ce secteur est représentatif de la tendance générale en ce qui concerne les professions et les engagements puisqu'il est surtout industriel et proche de la ville de Lille.

le regroupement professionnel de l'ACO est quand même atteint : elle regroupe un bon nombre de professions différentes.

Par contre, au niveau des engagements temporels le regroupement est beaucoup plus difficile. Syndicalement, la CFTC est largement majoritaire (90 %) par rapport aux autres syndicats. De plus, les syndiqués représentent environ 80 % des engagements des militants. De même, au niveau politique, qui reste l'engagement le moins important chez les militants (9,8 % seulement des militants appartiennent à un parti politique), le MRP se situe loin devant l'UGS : 81,5 % contre 7,4 %. Ces rapports se comprennent par la nature religieuse des militants qui se trouvent donc plus au centre gauche (le MRP est issu du syndicalisme chrétien alors que l'UGS est plus ancré à gauche). À cette époque, encore peu de catholiques, même issus de la classe ouvrière, adhèrent à la gauche (incarnée par le PC et la SFIO) encore anticléricale et sur laquelle plane toujours la condamnation de l'Église à l'égard du socialisme. Le regroupement politique ne peut donc pas s'acquiescer en raison même de la nature des militants. Le reste des engagements se partage entre l'engagement familial (23,55 % des militants. Surtout l'APF : 63 % des engagements familiaux.) et associatif (18,8 % des militants. Surtout le MLO : 61,5 % des engagements associatifs.).

Les aumôniers, quant à eux, sont nombreux : 145 en 1953 pour 133 équipes. Pratiquement tous furent aumôniers de la JOC, de la LOC ou en tout cas du MPF

Dans les années 50, nous sommes donc en face d'une ACO qui, par l'influence de ses militants, donne une certaine priorité aux questions économiques. C'est encore un mouvement jeune mais dynamique. La période qui va suivre se verra moins revendicatrice que la précédente et sera surtout une remise en cause des militants face à leurs actions et à la définition qu'ils donnaient au mouvement.

1963-1974 : une période de transition

Dans une Église qui se remet en question par le concile de Vatican II et dans une société qui évolue, les militants de l'ACO ne pouvaient échapper à cette période de remise en cause qui se caractérise par une profonde réflexion sur la véritable mission de l'ACO et sur l'évolution de la société.

Le concile de Vatican II⁹

Une première constatation sur l'ACO de Lille laissait présager, dès 1965, une période difficile pour le mouvement et ses militants. En effet, alors que le concile de Vatican II se terminait, les militants ne semblaient pas y voir matière à grandes réflexions. Pourtant, le Concile est un grand pas vers la reconnaissance de l'action efficace de l'apostolat des laïcs contre l'injustice, les conditions de travail et de rémunération des travailleurs. Vatican II est donc la formulation de l'acte de foi que les militants appliquent depuis 1950. Malgré cela, les militants n'ont pas travaillé suffisamment les textes du Concile qui auraient pu les redynamiser par cette marque de confiance et d'encouragement que leurs attribuait l'Église. C'est ainsi que les militants entrent dans une profonde période de remise en cause de leurs actions et de leur mission. Pourtant, même s'il n'y a pas eu de réflexions propres sur Vatican II, il y en aura de nombreuses sur l'apostolat des laïcs et sur l'évangélisation collective mais aucune d'entre elles ne fera allusion au Concile en lui-même. Cela ressemble fortement à une remise en cause des militants par eux-mêmes sur l'efficacité de leur apostolat.

Remise en cause des convictions des militants

Les militants s'interrogent tout d'abord sur la finalité de l'évangélisation. Ainsi, ils se rendent compte que, seuls, ils auront du mal à évangéliser la classe ouvrière : il leur faut l'appui de l'ensemble de l'Église. Ils cherchent donc, par la réflexion, à ouvrir leurs possibilités d'évangélisation et à comprendre leurs véritables rôles dans celle-ci. Les conclusions qu'ils tirent sont de deux ordres. Le premier est qu'ils se rendent compte qu'ils ont trop cherché à évangéliser dans un sens sacramentaire : ramener les ouvriers à la pratique et aux sacrements. Ils prennent alors conscience que le mot « évangéliser » peut prendre un autre sens plus missionnaire et plus adapté à la situation de la classe ouvrière : faire pénétrer l'esprit chrétien dans tout ce qui fait la vie des ouvriers sans pour autant avoir comme finalité le retour à la pratique. Celle-ci peut être une conséquence mais elle n'est plus prioritaire.

Ainsi, et c'est le second point de leurs réflexions, les militants constatent qu'ils ont trop éloigné leur tâche d'évangélisation de leur tâche de libération. Il ne faut plus attendre que la classe ouvrière se libère pour évangéliser (ce qu'avait tendance à faire les militants par le mouvement temporel) mais il faut dès maintenant poser la question de Jésus-Christ pour que le monde ouvrier découvre le message chrétien dans l'action grâce aux témoignages vécus des militants chrétiens de l'ACO (courant apostolique). Ainsi, c'est le courant dit « temporel » qui souffre le plus de cette remise en cause et avec lui la majorité des militants. Par cette remise en cause, l'apostolat des militants commence à s'organiser sous le double signe missionnaire et évangélique mais cela s'instaure lentement. Il semble que les militants soient de plus en plus conscients qu'ils font partie d'un mouvement d'évangélisation et plus seulement d'animation de l'engagement temporel.

⁹ Sources : les textes du concile de Vatican II. Rémond (René), Introduction du chapitre sur le décret de l'apostolat des laïcs, Concile oecuménique Vatican II, Paris, Centurion, 1966, 429 p.

Pour appliquer toutes ces réflexions, les militants décident de se rapprocher plus de l'ensemble des réalités ouvrières et plus seulement du milieu de l'entreprise seule. C'est ainsi que l'ACO de Lille crée, en 1967, des commissions régionales rassemblant « des militants, présents dans ces réalités, qui regarderont de près la vie des grands ensembles, des grandes entreprises, des milieux pauvres, des milieux tertiaires, de l'enfance et de la jeunesse, et alerteront l'ensemble de l'ACO sur telle situation, sur tel événement important afin de donner certaines lignes d'orientations pour l'évangélisation du dit lieu »¹⁰ afin d'embrasser toutes les réalités ouvrières. L'ACO se diversifie donc à l'image de la diversification de la classe ouvrière. Elle semble s'ouvrir de plus en plus sur l'extérieur en faisant prendre conscience à tous ceux qui l'entourent (associations, travailleurs, mouvements, communautés chrétiennes...) que leur rôle est important dans l'évangélisation ouvrière. Mais les militants vont vite s'apercevoir que peu de personnes les suit dans leur entreprise et, par ce constat, ils vont vite être déçus, ce qui va les amener à un découragement total.

Une mauvaise conjoncture

De 1965 à 1971, les critiques et les déceptions sur le manque d'intérêt des paroisses pour le travail de l'ACO sont de plus en plus virulentes. Le concile de Vatican II semble avoir donné un trop grand espoir que les militants n'ont pas trouvé immédiatement dans leurs paroisses. L'ACO s'éloigne de la hiérarchie et des paroisses donc, des cadres traditionnels de l'Église.

De plus, c'est à cette époque (1968) que Mgr Gand remplace le Cardinal Liénart. Même si Mgr Gand suit les grandes lignes d'orientations de son prédécesseur et semble s'intéresser fortement à l'action de l'ACO, il n'a pas le même caractère directif et dynamisant que le Cardinal Liénart. On peut donc penser que l'ACO s'est un peu éloignée de son évêque et s'est ainsi privée d'un soutien actif.

Enfin, pour comprendre l'éloignement de l'ACO par rapport à la hiérarchie, on se doit de parler de l'abbé Pierre Desmarescaux¹¹ qui marqua profondément, de 1970 à 1977, le mouvement de son empreinte subsistant encore aujourd'hui et que l'on appelle "le mouvement Desmarescaux". Son système repose sur un rôle d'aumônier presque prioritaire et sur une centralisation du comité diocésain. C'est pour cette raison, et par le fait aussi de leur remise en cause personnelle, que les militants et les comités de secteur se sont éloignés du comité diocésain incarné par la forte personnalité de l'abbé Desmarescaux. Cette situation se traduit par une quasi-absence de remontée des révisions de vie qui donne à l'ACO l'impression d'être un mouvement désarticulé dont les différentes composantes n'auraient plus de lien entre elles. Pourtant, l'abbé Desmarescaux fait figure de grand personnage de l'ACO lilloise et pour cause, il a permis aux militants de retrouver leur dynamisme et leur sens des responsabilités qu'ils avaient perdus. Il est le seul à avoir compris que seule une structure directive et centralisée et une priorité aux commissions régionales pouvaient remettre les militants "au plein cœur de la vie ouvrière" selon une expression qu'il affectionne particulièrement. Mais les militants de l'époque n'en sont pas encore conscients et retiennent surtout la perte de leur autonomie et l'aspect centralisateur ce qui crée parfois certaines tensions. Outre le problème immédiat de l'étoffement du comité diocésain, les conséquences négatives du "mouvement Desmarescaux" se situent surtout à long terme. C'est surtout à la fin des années 70 que les militants chercheront à s'éloigner de son influence. En effet, avec des militants redynamisés et de nouveau plus responsables, le système de l'abbé Desmarescaux n'avait plus lieu d'exister. Or, son tort fut d'imposer son système trop longtemps sans voir le changement des mentalités et des besoins des militants. On ne peut cependant pas nier les apports qu'il a eu sur le regain de dynamisme du mouvement et sur la capacité des militants à mieux gérer les changements de la classe ouvrière grâce aux commissions régionales. L'éloignement de l'ACO par rapport à ses structures de base est donc la conséquence de son influence directive.

Ces difficultés ne sont pas le seul facteur de remise en cause des militants. L'évolution de la classe ouvrière joue un rôle non négligeable. La fin des 30 glorieuses, la diminution de l'esprit revendicatif des nouveaux ouvriers, l'évolution de la société (Mai 68) et l'évolution des besoins des ouvriers amènent les militants à certaines difficultés d'adaptation à cette "nouvelle classe ouvrière" à laquelle ils ne s'identifient plus. Ils sont dans une période de remise en cause tant idéologique que structurelle. Pour y remédier, l'ACO se doit de se faire un nouveau visage plus adapté à l'évolution de la classe ouvrière ainsi qu'à leur propre évolution d'état d'esprit. La multiplication des grands ensembles, l'essor des moyens de transports et la migration pendulaire amènent l'ACO à repenser ses structures pour être au plus près de la vie ouvrière dans son ensemble de plus en plus vaste. L'importance des commissions régionales ne cesse de s'accroître et, suite à la diversification géographique du monde ouvrier et à l'éloignement des militants par rapport à leurs paroisses (phénomène des migrations pendulaires), la formation des équipes de base va devenir petit à petit indépendante de l'entité paroissiale. Les équipes vont désormais se former, non plus en fonction du lieu d'habitation, mais en fonction du lieu où les militants se trouvent le plus souvent (lieu de travail, d'engagement...) c'est-à-dire au cœur de la réalité ouvrière que les militants maîtrisent le mieux. L'ACO cherche avant tout à mieux connaître les milieux de vie qui l'entourent même si cela se fait aux dépens de la mouvance ecclésiale des paroisses. C'est dans ce but qu'est décidé, en 1972, l'étoffement du comité diocésain afin que celui-ci soit représentatif de tous les secteurs. Mais c'est ici que se situe la limite du renouvellement de l'ACO : le comité diocésain ne se renouvellera pas avant 1977-1981 en raison du manque de responsabilités des militants qui retrouvent à peine leur réelle volonté de se rendre plus présents à la classe ouvrière. Leurs préoccupations, pour

¹⁰ Définition et buts des commissions régionales exprimés par l'ACO lors de leurs créations le 27 juin 1967, date de la première réunion.

¹¹ Abbé P. Desmarescaux : aumônier du MPF à Roubaix, uniquement pour l'animation spirituelle, il soutient très vite la nouvelle ACO, dès septembre 1949. A cette date, il remplace à Roubaix l'abbé Denis nommé aumônier national et s'opposera parfois de manière virulente à l'abbé Delmotte. Aumônier de secteur dans un premier temps, il sera appelé aux fonctions d'aumônier diocésain en 1970 à la place de l'abbé G. Deroubaix. Il restera à la tête de l'ACO de Lille jusqu'à la fin de l'année 1977.

l'instant, portent plus sur la découverte et la saisie des nouvelles réalités ouvrières de leur secteur que sur l'organisation propre de l'ACO. Malgré toutes ces difficultés et le cantonnement des secteurs, ont sent nettement le souci, tant au niveau des secteurs que du comité diocésain, de se resituer face à la nouvelle classe ouvrière et de sortir de cette période d'apathie. On ne peut nier ici l'apport de l'abbé Desmarescaux sur ce début de regain de dynamisme qui se concrétisera vraiment au milieu des années 70 grâce à une formation plus adaptée et plus complète des responsables d'équipes.

L'ACO en chiffres

Ce problème de remise en cause et la diminution de l'esprit revendicatif des militants marquent un tournant dans les effectifs du mouvement. Alors qu'en 1962 on comptait 219 équipes, en 1969 on n'en recense que 175¹². La diminution continue au-delà puisqu'en 1973 il ne reste plus que 156 équipes contre 171 en 1971.

Sur le plan professionnel, on constate¹³, dans les secteurs de Lille, une majorité d'employés (35 %) suivi de loin par les OS avec 13,3 %. On trouve ensuite les cadres avec 8,5 %. L'ACO représente donc mal les milieux pauvres et les ouvriers manuels (contrairement à la période précédente) ce qui s'explique par une forte déchristianisation de ces milieux et par le fait que les anciens manœuvres des années 1950 ont sans doute grimpé dans la hiérarchie sociale. De même l'ACO n'est composé que de 0,2 % de chômeurs en 1968. Il existe donc certaines réalités ouvrières qu'elle ne peut voir que de l'extérieur et qu'elle connaît moins.

Au niveau des engagements, l'engagement syndical reste le plus important avec 89,5 % des militants de l'ensemble du diocèse. Cet engagement n'a jamais fait défaut au mouvement mais il n'a jamais fait preuve non plus de regroupement. En effet, il reste encore 74,4 % des militants qui sont à la CFDT (0,8 % seulement à la CFTC en raison des problèmes de la scission de 1964) contre 5,5 % de cégétistes seulement et 2,5 % pour F.O. Par contre, la faiblesse du mouvement réside dans l'engagement politique qui ne représente que 7,6 % des militants du diocèse dont 54,2 % au Centre Démocrate (ancêtre du MRP), 28,7 % au P.S.U et 1 % au PCF. On remarque tout de même un glissement vers la gauche des positions politiques des militants qui se confirmera plus tard avec l'émergence du P.S. Au niveau familial, 49,9 % des militants font partie d'associations. Ce taux élevé montre le cumul pour certains de l'engagement familial et syndical. L'Association Populaire des Familles est de loin la plus représentée avec 71 %. Vient ensuite, l'Association Populaire d'Aide aux Familles avec 16,6 %. L'ACO n'a donc jamais réalisé son regroupement qui faisait pourtant partie d'un de ses principes fondateurs.

Des conflits au sein de l'ACO

Avec la diminution de l'esprit revendicatif des militants et la scission CFTC/CFDT en 1964, l'ACO connaît, à la fin des années 60, un net durcissement idéologique qui provoque parfois un certain malaise au sein des équipes, entre les militants engagés à forte responsabilité et les autres. Cela crée un manque d'unité et de collectif gênant pour un mouvement qui se veut uni dans la lutte pour la classe ouvrière. C'est pour remédier à ce problème qu'en 1971, à la rencontre nationale, l'ACO de Lille décide de rendre son regroupement plus souple. Comme pour les limites géographiques des paroisses, le mouvement décide de laisser naître les équipes selon les affinités sociales de ses membres. Le plus important n'est plus le regroupement systématique mais le fait de se sentir à l'aise dans son équipe. Le regroupement doit se faire au niveau des comités de secteur mais plus au niveau de l'équipe de base car il est trop difficile à obtenir. On assiste donc à un nouveau regard de l'ACO sur elle-même et sur la classe ouvrière. Dans une ACO où la moyenne d'âge des militants est de plus en plus élevée (50-55 ans), un nouveau tournant s'opère vers plus de spiritualité dans les révisions de vie qui deviennent de plus en plus des lieux de partages. Ce besoin de spiritualité et ce sentiment d'appartenir à un mouvement dans son sens premier du terme trouvent leurs origines dans la prise de conscience de la véritable mission apostolique de l'ACO et dans le vieillissement de ses membres.

Tous les problèmes et les remises en cause des militants de 1963 à 1974 sont la traduction de l'évolution de l'état d'esprit des militants. Le durcissement idéologique, la perte du collectif et la réflexion des militants sur ce qu'est vraiment l'ACO amènent des questions auxquelles l'ACO a du mal à répondre mais qui seront pourtant la base du regain de vitalité des années 70 et 80. D'ailleurs, le début des années 70 voit les prémices d'un changement qui se fera dès le milieu de cette décennie.

1974-1990 : l'équilibre de l'ACO

Après une longue période de remise en cause et de réflexions, dans laquelle les militants ont senti le besoin de se remettre face à leurs conceptions pour retrouver le véritable sens de leur mission apostolique, il semble que l'ACO ait trouvé un certain équilibre et surtout un réel dynamisme dans lequel plusieurs facteurs interviennent.

La rencontre nationale de 1974 : point de départ du dynamisme

¹² Chiffres établis à partir des équipes cotisantes par l'ACO nationale. Ils sont à relativiser car toutes les équipes ne se déclarent pas au national ou le font de manière irrégulière.

¹³ Résultats de l'enquête de l'ACO de Lille sur ses militants, établis à partir de leurs réponses à un large questionnaire, janvier 1968. Total des réponses 1230 dont 581 hommes et 649 femmes.

Le premier de ces facteurs est la rencontre nationale des 10-12 mai 1974¹⁴. Celle-ci n'est pas si différente des autres mais les messages qu'elle donne sont l'expression claire des solutions que cherchaient les militants de Lille pour sortir de leur période d'apathie. Les résolutions donnent la priorité à la révision de vie, veut développer l'ACO dans toute la classe ouvrière et à toutes ses dimensions et approfondir son acte de foi en cherchant Dieu en communauté de croyants. Jamais, à Lille, une rencontre nationale ne fut autant préparée et surtout, jamais les militants lillois n'y avaient autant réfléchi après. Les réunions, les récollections¹⁵, les week-ends se multiplient autour de la rencontre nationale et ce, encore sept mois après celle-ci. Le 1^{er} décembre 1974, la journée d'étude diocésaine est entièrement consacrée à la rencontre nationale, chose qui n'avait jamais été fait avant. Les militants retrouvent, grâce aux réflexions, le sens de leurs actions par la révision de vie, redécouvrent le "Voir-Juger-Agir" qui avait fait le dynamisme de l'ACO dans les années 50 et se replongent en plein cœur de la vie ouvrière. En un mot, c'est un véritable regain de dynamisme et de volonté de combattre. Cela se traduit par la volonté de consolider l'organisation et les structures, d'être un mouvement plus collectif et de se tourner vers le partage et la rencontre entre travailleurs, catholiques ou non. Ce dernier moyen trouve d'ailleurs un large écho au sein des militants.

C'est ainsi que les militants fondent toute leur dynamique sur le cercle "Révision de vie-Partage" c'est-à-dire qu'il existe un entraînement réciproque entre une révision de vie qui amène une volonté de partager et un partage entre les travailleurs qui suscite l'envie de faire révision de vie sur cette rencontre. Les deux éléments deviennent vite la base d'un agir apostolique qui donne à l'ACO son véritable sens de mouvement. C'est en fait l'expression concrète du rapprochement des deux courants qui traversent l'ACO depuis sa naissance et qui lui donnent cet équilibre. Ce rapprochement contraste avec le déséquilibre de la période précédente et paraît plus solide puisque les militants semblent avoir enfin fait la synthèse des deux. Croire en Jésus-Christ c'est l'annoncer au monde ouvrier et pour l'annoncer, il faut être auprès de lui. Avec les partages entre travailleurs, avec les autres mouvements et les autres pays l'ACO se veut plus visible et donc plus ouverte.

L'ACO se donne les moyens

Pour parfaire son regain de dynamisme, l'ACO va également redynamiser son organisation. Les cotisations, créées en 1968, seront enfin gérées, dès 1976, selon un système solide et régulier qui donne de meilleurs moyens d'actions au mouvement.

L'étoffement du comité diocésain, malgré certaines difficultés, va parvenir à faire sortir les militants de leur manque de responsabilité et va, par là-même, devenir beaucoup plus représentatif. Avec au moins un représentant par secteur remplacé tous les 3 ou 6 ans (le renouvellement étant prévu un an à l'avance), le comité diocésain ne souffre plus de problèmes de transition, ni de succession. L'équilibre du comité diocésain se fera également par le rapprochement et la complémentarité des deux courants, particulièrement équilibrés au sein de celui-ci, ce qui lui donne vitalité et maturité et, avec lui, c'est tout le mouvement qui connaît la même évolution.

Ayant enfin le sens de mouvement, les militants se trouvent une définition de l'ACO plus adéquate à leurs besoins et à ceux de la classe ouvrière : l'ACO doit faire en sorte que la question de Jésus-Christ reste posée à la classe ouvrière et, pour cela, il faut que les militants soient auprès d'elle par l'engagement. Cette définition montre d'ailleurs fort bien le rapprochement des deux courants. Un net besoin de formation spirituelle, sans doute renforcé par le vieillissement des militants et la priorité au cercle "Révision de vie-Partage", se fait alors sentir. Des ateliers de formation (sur la Bible, la révision de vie, les initiatives apostoliques...) se multiplient pour assouvir ce désir. La restructuration de l'organisation, le développement de la formation et le cercle "Révision de vie-Partage" semblent être les trois éléments du regain de dynamisme et de l'équilibre de l'ACO qui trouvent leurs points de départ dans la rencontre nationale de 1974.

Pourtant, malgré ce regain de dynamisme les effectifs des militants n'augmentent guère. En 1978, on compte environ 1064 membres alors qu'en 1967, il y en avait 1324. Cependant, le nombre de militants restera stable puisqu'il demeure encore aujourd'hui entre 950 et 1000 membres¹⁶. On constate donc un renouvellement très lent des membres du mouvement accentué par une moyenne d'âge toujours plus élevée, environ 55 ans. Cette tendance est confirmée par le besoin de création d'un relais "retraités" en 1980.

Un autre facteur de dynamisme : la crise économique

La période de la fin des années 70 et du début des années 80 est marquée par la crise économique qui donne aux militants le désir de trouver les solutions adéquates aux nouvelles questions que pose la crise. L'introduction du chômage au sein des militants, la montée de l'individualisme et du fatalisme, la diminution de conscience de classe sont autant de paramètres qui poussent l'ACO vers la réflexion et le partage. Leur conscience apostolique se développe et enrichit leurs révisions de vie, ce qui accentue leur notion de conduite du mouvement. L'ACO continue à se construire en donnant des structures d'accueil aux travailleurs. Les commissions et les relais ont été particulièrement à

¹⁴ Sources : rapport d'orientation de la rencontre nationale, réunions de préparation de la rencontre du comité diocésain, de sessions d'étude régionale et journées d'études diocésaines.

¹⁵ Récollecion : sorte de retraite avec réflexions sur des thèmes religieux ou réflexions sur des événements avec une approche religieuse.

¹⁶ Les sources statistiques qui sont et seront données dans les paragraphes de cette partie sont de quatre natures :

- une étude des responsables de secteurs (uniquement) de 1981.
- des chiffres approximatifs donnés par l'abbé X. Collette (actuel aumônier diocésain).
- une étude sur une équipe de Mons-en Baroeul.
- une enquête nationale très précise du mouvement de 1986 sur l'ensemble de la France.

l'origine de ces initiatives de partage. Les deux plus grandes sont, sans aucun doute, les deux rassemblements régionaux de travailleurs, le 31 mai 1980 et le 24 avril 1982, qui ont regroupé environ 300 personnes chacun.

Une motivation : l'espoir du socialisme

Ce troisième facteur de dynamisme construit par l'espoir d'une édification prochaine d'une société socialiste, trouvent ses origines dans le programme commun de 1974, dans la montée de la critique du capitalisme et dans l'élection à la présidence de François Mitterrand en 1981. L'espoir et la motivation d'un avenir meilleur plongent les militants dans l'euphorie et les renforcent dans leur dynamisme. Au sein de l'ACO, même s'il existe certaines tendances de droite (notamment certains travailleurs du tertiaire qui ont peur de perdre certaines libertés et certains catholiques qui craignent de voir supprimer les libertés religieuses), une majorité de militants exprime leur espérance profonde à un changement de société par la politique de gauche. On constate donc que du centre gauche dans les années 1950, les militants sont passés à la gauche socialiste dans les années 1970.

Mais, très vite, l'euphorie va laisser sa place à la déception. La situation économique ne change pas malgré une politique de relance par la demande et, même si les militants restent ancrés à gauche, leur déception va entraîner une remise en cause de leurs actions syndicales. Au sein de l'ACO lilloise, l'engagement syndical va perdre 10 % de ses effectifs en près de 10 ans tandis que l'action associative ou de quartier se développe beaucoup (nous développeront ces engagements plus en détail un peu plus tard.). Au niveau des opinions politiques, la population ouvrière se diversifie beaucoup et, avec elle, c'est tout le mouvement qui doit s'ouvrir à ces nouvelles mentalités pour pouvoir accueillir les nouveaux membres. Le discrédit du communisme augmente, la désyndicalisation prend de l'ampleur et la conscience d'appartenir à une classe s'estompe petit à petit¹⁷. L'ACO semble donc diversifier ses milieux d'actions et donne l'impression d'être plus à l'aise dans l'opposition que dans la majorité gouvernementale.

Des débats au sein de l'ACO

Cette situation entraîne une crise d'identité des militants de l'ACO, vers la fin des années 80, qui ne sera ni aussi longue, ni aussi douloureuse que celle de la fin des années 60. En 1986, l'ACO se pose la question de savoir qui est en ACO et qui elle doit accepter. Étant donné le nombre croissant des non-engagés, l'ACO nationale semble vouloir ouvrir le mouvement à ceux-ci. L'ACO de Lille émet quant à elle quelques réserves en indiquant que cette ouverture risque de balayer le passé d'une ACO définie comme mouvement d'engagés dans la lutte pour la libération du monde ouvrier. Elle estime que ceux qui n'auront pas de conscience de classe se retireront d'eux-mêmes. Elle ne veut perdre ni son identité chrétienne, ni son identité ouvrière. Elle montre tout de même sa capacité à se remettre en cause face aux évolutions du monde et face à ses propres changements. Son souci d'équilibre, sa remise en cause systématique et l'existence de ses deux courants devenus complémentaires la rendent plus souple et plus dynamique. Une organisation de plus en plus solide, une bonne formation et le cercle "Révision de vie-Partage" semblent donc être, non seulement les leitmotiv des années 80, mais aussi les facteurs du dynamisme de cette période. Certaines remarques de relâchement, notamment dans l'organisation et la participation des militants aux rencontres, sont exprimées mais elles restent (contrairement aux années 60) à l'état de remarque et ne se prolongent pas dans le temps. Le dynamisme ne souffre donc plus de problèmes à long terme mais plutôt de petites périodes d'essoufflement.

L'ACO des années 1990

En 1990, l'ACO se présente comme un mouvement vieillissant. Les jeunes de la JOC sont de moins en moins nombreux (or ce sont eux qui ont peuplé et qui peuple encore le mouvement pour 60 %) et donc l'orientation du recrutement de l'ACO vers les travailleurs qui participent aux partages semble être la chance à venir pour le renouvellement du mouvement.

Par contre, les militants semblent diversifier leurs engagements. En effet, même si l'engagement syndical reste très important (70 % des militants), il diminue au profit de l'engagement familial (35 %) et associatif (30 %). L'engagement politique, quant à lui, reste très faible avec 6 %. Sur les 70 % de syndiqués encore 68 % sont à la CFDT et environ 7 % à la CGT. Au niveau politique, 55 % des engagés sont au P.S. et 32 % au PC, ce qui démontre bien l'ouverture vers la gauche des militants. Si les engagés politiques et syndicaux diminuent c'est par l'accroissement des engagements dans les quartiers par l'intermédiaire d'associations (contre le chômage, les exclusions, la drogue, les pauvres...). Par contre, si les engagements se diversifient, les organisations qui ont la préférence des militants sont toujours les mêmes, sauf dans le milieu associatif.

Avec la diminution du nombre d'aumôniers et de militants, ainsi que de leurs engagements, l'ACO se prépare à certaines difficultés. Le développement de la formation des militants se veut pallier le manque d'aumôniers et l'ouverture du mouvement sur les travailleurs dans les partages et dans les quartiers prend en charge la diminution des effectifs et la diversité des ouvriers.

L'avenir du mouvement appelle donc plusieurs impératifs. Premièrement, les militants doivent réussir à prendre en main leur mouvement. Et deuxièmement, ils doivent être capable d'accueillir les jeunes adultes qui n'ont pas les mêmes questions ni les mêmes engagements que leurs aînés.

¹⁷ Noirel (Gérard), *Les ouvriers dans la société française (XIX^e-XX^e)*, Paris, Seuil, 1986, 317 p.

Pourtant, dans l'optique de son avenir, L'ACO possède deux atouts. Le premier se situe dans la personnalité et le caractère ouvrier de Mgr Vilnet, évêque de Lille depuis 1983. Il reste un des rares évêques de France à concevoir encore l'avenir du catholicisme dans les mouvements. Le second atout de l'avenir de l'ACO est son équilibre qui réside dans son organisation et la complémentarité de ses courants. Des efforts pour assurer l'avenir se font sentir dans le mouvement mais ils restent encore à l'état d'ébauche. L'ACO doit saisir les chances et les solutions qui lui sont offertes.

Dans sa forme actuelle, c'est une ACO vivante qui se présente à la classe ouvrière. Par la dynamique des partages, la complémentarité des deux courants et la formation de ses membres, le mouvement connaît un certain équilibre qui se construit encore aujourd'hui.

Cette étude de l'ACO, qui est loin d'être exhaustive, montre tout de même que, pendant les années qui séparent la naissance de l'ACO de son quarantième anniversaire, de nombreux facteurs sont entrés en jeu dans les transformations du mouvement. La mentalité des militants, les structures du mouvement, les orientations nationales et l'évolution du contexte socio-économico-politique en sont les principaux.

À travers l'évolution de l'ACO, on se rend compte que dans un mouvement, on se doit de différencier, d'une part l'évolution des structures et d'autre part, l'évolution des militants. S'ils sont tout deux inséparables et partie intégrante de la définition d'un mouvement, il arrive que l'un ou l'autre influence plus l'orientation du mouvement pendant une période. L'obtention d'un équilibre entre les deux atteste de la maturité de ce mouvement. C'est vrai pour l'ACO et cela se confirme dans son évolution.

Dans les années 50, l'ACO se définit plus en fonction de l'action externe de ses militants. Sa visibilité, son dynamisme et son identité, dépendent essentiellement de la vitalité de ses membres. Ceux-ci, fortement influencés par un passé riche en mouvements ouvriers agissant au plein cœur de la classe ouvrière, s'adaptent mal à un mouvement non temporel et apostolique. Certaines notions de la définition et des structures ne sont pas acquises mais il n'en reste pas moins un important dynamisme.

A la fin des années 60 c'est cette adaptation lente qui remet tout en cause. Les militants commencent à comprendre qu'ils sont un mouvement. Ils commencent à se rendre compte de l'importance de leur mission apostolique. Leur prise de conscience étant encore à l'état d'ébauche, ce sont les structures qui doivent tout prendre en main pour assurer la continuité. Elles vont donc former, faire réfléchir et parfois diriger les militants. Ils subissent donc leurs influences que des facteurs externes accentuent parfois.

Dans les années 70-80, on assiste à la mise en place d'un équilibre entre les deux composantes du mouvement. C'est toute la visibilité, le partage et la foi qui s'en trouvent élargis. L'acquisition d'une véritable identité en accord avec les militants et les structures assure alors la maturité du mouvement.

Il faut donc considérer toutes les étapes, parfois difficiles, de l'évolution de l'ACO comme l'apprentissage de cette maturité.

Principes de base de l'ACO¹⁸

Les orientations du mouvement : 5 mars 1950

Les lignes d'orientation

La véritable fondation de l'ACO se fera les 20-21 octobre 1951, lors de la première rencontre nationale du mouvement, mais les orientations théoriques seront fixées dès 1950. Le 5 mars 1950, 46 départements et 51 diocèses étaient représentés par des délégués. Ils établirent les lignes d'orientations en fonction des souhaits des militants exprimés lors des réunions régionales de la période d'essais de 6 mois.

Ces orientations sont au nombre de 7 et tournent autour de 3 thèmes : L'ACO doit être tournée vers les engagés, elle n'a pas à constituer de services temporels et doit être ouverte à tous. L'ACO est donc créée en filiation et en rupture par rapport au MPF. En filiation, parce que l'ACO a comme conviction que Dieu est impliqué dans la vie sociale au MPF et que l'ACO ne peut être étudiée sans se référer à son histoire¹⁹. En rupture, parce que l'ACO est née de la déconfectionnalisation du MPF et par sa volonté d'être un mouvement apostolique et non une organisation ouvrière.

* L'ACO doit être centrée sur la classe ouvrière

¹⁸ Les pages qui suivent (jusqu'au plan de classement p. 35) sont tirés du mémoire de maîtrise d'Histoire : Christelle Gille, *40 ans d'ACO dans le diocèse de Lille (1950-1990)*, Lille, 1994, 200 p.

¹⁹ ROCHE (Jean-Pierre), *Le concept de mouvement d'Eglise, à partir de l'expérience de l'ACO*, thèse de théologie, Institut Catholique de Paris, 1983, 208 p.

Approfondir la vision du rôle providentiel que la classe ouvrière a à jouer sur le plan de Dieu. La notion de promotion ouvrière collective, humaine et chrétienne, de la classe ouvrière doit donner la coloration de l'ACO afin que celle-ci puisse se différencier avec Action Catholique Générale. Le mouvement doit représenter l'Église dans la classe ouvrière et la classe ouvrière dans l'Église.

* L'ACO doit être tournée vers les « engagés »

L'engagement peut être syndical, politique ou familial mais aussi dans les mouvements ouvriers. L'engagement doit tendre à être un engagement de foyers. Chaque équipe est juge d'accueillir des personnes d'engagements différents mais, si la notion "d'engagés" reste souple, il faut éviter que le mouvement soit "un grand fourre-tout" (éviter les paroissiaux même d'origine populaire.).

* L'ACO doit animer chrétiennement tous les secteurs de la vie ouvrière : elle n'est pas seulement l'animation d'engagements particuliers

L'ACO doit faciliter l'éducation du monde ouvrier. L'action des militants se fera dans des organisations collectives temporelles. L'ACO ne doit pas uniquement animer les engagements syndicaux, politiques ou familiaux mais toute la vie ouvrière, individuelle, familiale, de quartier, de travail, action militante.

* L'ACO doit être dirigée par les laïcs

Les laïcs et les prêtres ne sont pas au même titre : les laïcs sont « dirigeants » et les prêtres sont "assistants", représentant de la Hiérarchie et gardien de la vie spirituelle.

* L'ACO n'a pas à constituer de services temporels.

Contrairement au MPF, l'ACO n'est que le complément de l'action ouvrière dans les organisations temporelles. Pour éviter de sombrer dans un mouvement purement spirituel, elle doit toujours aborder la réalité de la vie ouvrière et stimuler l'action de ses membres. C'est pourquoi l'engagement y est nécessaire mais contrairement au MPF (et à la JOC) il se fait par le biais des organisations temporelles et non par le mouvement qui intervient directement sur le terrain (pas de services temporels).

* L'ACO doit être "une".

L'ACO doit réunir dans son mouvement tous les engagements. Il ne saurait être question d'une ACO pour syndicalistes, d'une ACO pour politiques et d'une ACO pour familiaux. Elle doit être "une" dans ses équipes.

* L'ACO ne doit pas se limiter aux hommes engagés dans certaines organisations à l'exclusion de toutes autres : elle doit se présenter comme quelque chose de neuf et d'ouvert largement.

L'ACO ; ne doit pas s'arrêter aux chrétiens de la CFTC, du MRP ou du MPF, mais elle doit s'ouvrir aux diverses tendances (CGT, PCF., etc.), dans la mesure où ceux-ci participent à l'épanouissement du monde ouvrier. Il ne s'agit pas de présenter l'ACO comme la continuation de l'ACO organisée par le MPF, mais elle doit être quelque chose de neuf. Toutefois, il ne faut pas repartir de zéro car des expériences ont déjà été tentées avec des méthodes qui peuvent être utilisables.

Les caractères du mouvement

* L'indépendance et la transcendance

"L'ACO doit demeurer, en raison même de la transcendance de sa mission, indépendante à l'égard de tous les mouvements temporels."²⁰. C'est à dire que l'ACO ne doit en aucun cas s'engager en tant que telle mais se doit d'enseigner aux chrétiens le devoir capital de s'engager pour l'amélioration et "l'aménagement" du monde. L'engagement exige une volonté de promotion ouvrière collective, pour un monde ouvrier qui a communauté de destin avec les membres de l'ACO. Toute personne appartenant à l'ACO se doit d'être active et donc doit être engagée dans une des organisations temporelles existantes (politique, familiale, sociale, de quartier, syndicale). L'engagement temporel est primordial pour l'ACO, tout d'abord parce que l'ACO en tant que telle ne peut agir sur un plan temporel et également parce que seul l'engagement collectif permet d'agir en plein cœur des problèmes.

Éducation, animation, témoignage

Le premier but de l'ACO doit être l'éducation du milieu ouvrier, dans un sens chrétien, à partir des problèmes de la vie et le leur faire prendre conscience dans les réalisations concrètes qu'ils entreprennent au sein de leurs organisations temporelles. La plus grande priorité sera de faire découvrir à ses membres la doctrine sociale de l'Eglise.

20 A.C.A., 14-15-16 mars 1950.

Le deuxième but de l'ACO est l'animation, point fortement relié au premier. L'ACO se doit d'animer spirituellement ses membres afin de permettre à leur engagement temporel de garder son caractère chrétien.

Le troisième but est le témoignage de charité et d'unité des chrétiens, membres de l'ACO, à la manière des apôtres. Les militants de l'ACO apprennent à se connaître, à s'accepter différents et à s'entraider. Les témoignages individuels constituent le plus important témoignage collectif d'une communauté humaine cimentée par l'amour de Jésus-Christ. Témoignage d'une espérance chrétienne vécue dans la condition ouvrière. Le témoignage contribue à faire que des hommes et des femmes s'acheminent collectivement vers le Salut, à travers l'organisation temporelle. Le témoignage du militant doit devenir de plus en plus communautaire, inséré dans tous les rouages de la vie ouvrière.

Fonctionnement de l'ACO

Organigramme

Le Comité National

En mars 1953, le Comité National était composé de 28 membres, 16 résidant sur Paris et 12 répartis à travers la France. Au fil du temps, il s'est élargi à 32-36 membres répartis dans différentes régions. Il est renouvelé par moitié lors de chaque rencontre nationale. Il se réunit quatre fois par an pendant deux jours.

C'est lui qui organise la rencontre nationale qui a lieu tous les trois ans jusqu'en 1986 et ensuite tous les quatre ans. Cette rencontre, qui réunit les délégués nationaux des différentes régions de France, décide des grandes orientations du mouvement et des moyens pour réaliser l'évangélisation. Le tout y est résumé dans un rapport d'orientation soumis au vote des délégués. Chaque membre du comité national reçoit toutes les semaines le résultat du travail des permanents et du bureau national. Le comité national porte donc la responsabilité de l'ACO, de sa vie et de son développement, de son unité et de sa représentation.

Il existe également un bureau exécutif de 8 à 12 membres qui est l'émanation du comité national. Il se réunit au moins une fois par mois. Le secrétariat national quant à lui, est au service du comité et de la vie du mouvement en lien avec les autres mouvements d'Eglise.

L'ACO de Lille, à la fin de l'année 1950, émet le désir de voir une équipe nationale qui existerait plus organiquement afin de mieux administrer et de mieux coordonner les expériences pour les diffuser à travers la France. Faute d'une équipe nationale les aidant effectivement, certains diocèses n'arrivent pas à faire démarrer l'ACO Cette constatation reste un problème de jeunesse qui arrive à tout mouvement naissant.

** Le Comité Diocésain*

Toujours selon les principes énoncés en mars 1953, un comité diocésain est constitué d'un ou deux délégués de chaque équipe locale. Une fois qu'une connaissance plus approfondie est établie entre camarades, il faut procéder à des élections qui désigneront le comité diocésain. Il se compose de 8 à 15 dirigeants laïcs mixtes et diversement engagés, ainsi que l'aumônier diocésain.

Il prend en charge la vie et le développement des équipes de son diocèse et du même coup, la présence de la classe ouvrière dans l'Eglise, et la présence de l'Eglise dans la classe ouvrière. Il se réunit tous les mois afin de discuter des démarches à entreprendre, des contacts à prendre et de l'aide à apporter aux équipes locales. Il coordonne la vie du mouvement en assurant les liens entre les comités de secteur, en organisant des journées d'études, des recollections, des retraites... Il s'occupe également de la diffusion et de la rédaction d'articles pour Témoignage.

L'ACO lilloise fut très vite structurée et organisée. À sa naissance, peu de difficultés apparaissent. Le comité diocésain étudie ce qu'est exactement l'ACO afin de ne pas commettre d'erreurs. Il se préoccupe de l'organisation des équipes de secteurs, passe dans les villes afin d'expliquer le mouvement et tente d'assurer le regroupement avec des membres d'engagements différents.

En 1954, le comité diocésain constate pour la première fois des difficultés d'organisation. Avec un diocèse aussi important que celui de Lille, il devient impossible au comité diocésain de suivre l'ensemble des équipes du diocèse. Avec 16 secteurs éparpillés dans l'espace, les rencontres, qui se font la plupart du temps à la Centrale des Œuvres à Lille, posent un problème de distance et donc d'absentéisme. Il faut donc trouver un moyen de rendre plus étroit les contacts des secteurs avec le comité diocésain. Il faut également que les secteurs jouent leur rôle de responsable de l'évangélisation du monde ouvrier dans tout leur territoire. Un problème de surcharge de travail se fait donc sentir dans le comité diocésain. Ils ont tenté de se répartir les tâches en s'occupant chacun d'un ou deux secteurs, mais cela est vite devenu impraticable et surtout insuffisant. Le problème de relations entre les secteurs et le comité diocésain, mais également entre les secteurs et le comité national restait posé.

Après que Robert Barbez ait porté le problème au comité national, la décision fut prise, en 1954, de reconnaître à certains secteurs de Lille (tout comme dans les grands diocèses tels Lyon, Marseille...) les mêmes droits qu'aux comités diocésains d'autres départements où l'ACO ne compte pas plus de groupes dans tout le diocèse que dans un

secteur de Lille. Ainsi, par exemple, le comité national devra leur envoyer directement toutes les circulaires habituellement envoyées au comité diocésain.

Le comité de secteur

Depuis juin-juillet 1954, les seize secteurs du diocèse de Lille sont considérés comme des comités diocésains. Ils prennent en charge l'évangélisation du monde ouvrier et l'implantation de l'ACO sur tout leur territoire. Ils ont la responsabilité de l'animation spirituelle des militants et assurent le lien entre le comité diocésain et les militants des autres secteurs. En somme, ils regardent le fonctionnement des équipes de base et assurent l'abonnement à Témoignage.

Il se réunit au maximum une fois par mois et au minimum trois fois par an. Il se compose de représentants des équipes de base et de l'aumônier de secteur. Plus tard, il comprendra également un trésorier et un responsable de publication. Les réunions se déroulent selon le schéma des réunions du comité diocésain (discussions sur les différentes équipes, réflexions et révisions de vie).

L'équipe de base

Elle est en principe la rencontre de chrétiens ouvriers, diversement engagés, vivant sur le même territoire et agissant en vue d'une promotion collective du monde ouvrier.

Elle est composée de militants et d'un responsable d'équipe nommé par l'équipe de base elle-même. Ce dernier est chargé d'assurer la préparation de la révision de vie, les liens entre les militants et avec le secteur. Au milieu des années 70, les équipes se désigneront un trésorier et un responsable de publication. Ses membres se réunissent environ une fois par mois. Au cours de cette rencontre, un temps est donné à la prière, à la réflexion et à la révision de vie. Les échanges portent essentiellement sur la vie ouvrière, vue sous un angle apostolique, sur les événements de la vie de l'Église et les diverses questions que se posent les militants sur leur vie. Mais, dans les années 50, les échanges portent presque uniquement sur la vie ouvrière et sur les actions entreprises dans les organisations. Le climat d'une équipe doit être d'abord fraternel car les militants se réunissent pour partager ce qu'ils vivent au sein de leur entreprise, de leur syndicat, de leur quartier ou de leur famille.

Il existe également des groupes qui ont certaines caractéristiques de l'ACO mais qui ne peuvent être considérés comme une équipe de base.

L'équipe d'acheminement

Terme qui n'existe plus depuis une quinzaine d'années, il désigne un groupe de personnes d'une communauté naturelle qui s'intéresse à l'ACO. Ils se regroupent en équipes qui formeront peut-être plus tard une équipe de base. Elles ont comme objectif de faire découvrir les liens entre la foi et leur vie de tous les jours.

Si le terme ne fait plus partie du vocabulaire de l'ACO, la réalité non plus. Très peu d'équipes d'acheminement sont devenues des équipes de base. Les raisons sont nombreuses : peu de connaissances sur ce qu'est l'engagement, attente de solutions toutes faites, incompréhension du mouvement ouvrier, irrégularité dans la participation, difficulté à prendre des responsabilités... De plus, ces équipes demandent trop de temps au militant ou aumônier responsable.

Actuellement, il existe des assemblées de partage pour ceux qui veulent aller plus loin. La perspective est donc moins d'amener les personnes au mouvement qu'à partager afin de s'enrichir les uns et les autres des échanges.

Il existe également ce que l'ACO appelle une "conduite de développement" qui consiste tout simplement à des ouvriers croyants et actifs de rejoindre l'ACO.

Les groupes d'entreprises

Ils regroupent des membres d'ACO qui se retrouvent pour partager ce qu'ils vivent dans leur entreprise. Ces militants se réunissent environ deux à trois fois par an souvent à l'occasion d'un événement marquant comme une mesure prise par la direction ou un mouvement de grève. Actuellement, ils n'existent plus mais des relais professionnels ont le même objectif. Ils recourent une réalité plus large que les groupes d'entreprises, car ce sont des militants de la même profession et non plus de la même usine. Cet élargissement se comprend par la diminution du nombre de militants en ACO et donc de leur représentation dans les entreprises. Il est de plus en plus fréquent qu'il n'y ait plus qu'un seul militant dans une entreprise, même une grande.

Les publications et les abonnements

Témoignage, organe officiel du mouvement

Il occupe à l'ACO une place importante et incarne un des aspects du rassemblement des militants ouvriers chrétiens. Il est le signe visible de l'existence du laïcat ouvrier, de son action évangélisatrice et de son développement. Il aide les militants à réfléchir, à la lumière de l'Évangile, sur les différents thèmes tels que l'enseignement religieux, le travail au noir, le chômage...

La responsabilité de sa rédaction est confiée au comité national qui s'inspire surtout des courriers envoyés par les différents diocèses. Il est composé de plusieurs rubriques comme la "spiritualité", "l'actualité", "international"... et d'un dossier sur un thème souvent problématique ou d'actualité. Il est au service des révisions de vie mais son utilisation est souvent difficile et très peu d'équipes de base s'en servent. L'ACO nationale donne à chaque diocèse un nombre de voix correspondant au nombre de laïcs abonnés.

Il paraît également une fois par an "Témoignage Spécial" qui s'appellera à partir de 1987 "Oxygène". Il est destiné à l'évangélisation par sa distribution à la sortie des usines ou à un camarade intéressé. Il est parfois vendu à la sortie des églises pour subvenir aux frais de l'ACO

Documents ACO

Destiné à compléter Témoignage, qui parfois ne peut, faute de place, aller au fond des problèmes posés, il sert également à la révision de vie afin de découvrir comment vivre de plus en plus Jésus-Christ. Il se présente sous forme de fiches qui aident parfois à la formation doctrinale. Elles sont classées par thèmes, social, politique, économique, spirituel... Par exemple : "l'ACO a-t-elle une conception de la société ? (avril 1971, n° 62), "les élections municipales de mars 71", "l'école libre" (juillet 1971, n° 63).

Correspondances aux aumôniers

C'est un bulletin mensuel destiné aux aumôniers pour les aider à réfléchir sur leurs responsabilités et leur rôle auprès des travailleurs et des militants.

Jusqu'à la mise en place des cotisations régulières en 1969, l'ACO n'a pas de ressources fixes. Les membres sollicitent les paroisses pour les dépenses importantes telles que les retraites ou les rencontres nationales. Mais cela n'est possible que pour les secteurs importants comme Roubaix qui obtient en 1956, 50 000 Frs pour les retraites et la région lilloise qui en obtient 30 000. Il est alors établi que le comité diocésain et les secteurs importants aideront les secteurs moins favorisés. De plus, il est souvent fait appel à l'évêque pour combler certains déficits. Enfin, une sorte de "cagnotte" passe dans les équipes en fin de réunions. Chaque militant y met la somme de son choix. Ce moyen est donc très irrégulier et peu efficace. Il est impossible de faire une prévision budgétaire avec ce système.

En 1956, la situation semble devenir alarmante et l'abbé Devulder soumet le problème au chanoine Wauquier. Celui-ci s'engage à donner chaque année, sur le budget des œuvres, une somme équivalente à celle de la JOC, soit environ 150 000 Frs. De plus, il met à la disposition de l'ACO un local à la Centrale des Œuvres qui servira de permanence et de secrétariat. Un mouvement ayant besoin de moyens financiers pour assurer certaines actions comme les tracts ou les distributions de Témoignage Spécial, doit se donner les moyens de fonctionner. Elle mettra donc en place, en 1969, un système de cotisations annuelles basées sur les revenus.

Les méthodes

Le « Voir-juger-agir », une priorité à Lille

Si certaines définitions de l'ACO sont restées floues et incomprises pendant plusieurs années par les militants, le "Voir-Juger-Agir" est très vite assimilé et considéré comme primordial en raison de sa place dans la révision de vie. Dans les années 50, le comité diocésain et les comités de secteur posent le problème d'une révision de vie qui va "rarement jusqu'au bout", c'est à dire que l'interprétation des actions par le message évangélique est souvent ignoré ou du moins absent. Et pour cause, le "Voir-Juger-Agir", qui ne devrait prendre que 1/4 d'heure de la révision de vie dure souvent beaucoup plus longtemps. Nous allons donc voir, par la définition et des exemples pourquoi il prend autant d'importance.

Définition

Le principe du "Voir-Juger-Agir" est de choisir un événement de la vie ouvrière qui pose problème ou les fait réagir. A partir de cet événement, les militants déterminent le "Voir" c'est à dire le devoir de s'informer sur ce fait. A savoir, qui est en cause, s'informer sur les données du problème par les médias, étudier le dialogue avec d'autres camarades, regarder les réactions des personnes touchées par cet événement, et surtout étudier les causes de cet événement. A partir de ces constatations, les militants poussent la réflexion au plan humain afin d'y voir les "valeurs" et "contre-valeurs" de cet événement. Par exemple, lors d'une grève, on peut souligner comme "valeurs" la solidarité des travailleurs et le désir de s'informer et comme "contre-valeurs" le sectarisme politique et le peu d'engagés.

A partir de cette réflexion, les militants se doivent de "Juger" en chrétien c'est à dire savoir dans quel sens, avec quelles idées sur l'homme et la société, l'Église veut qu'on résolve le problème. Mais également l'ACO va porter un jugement pratique (voire politique) orienté vers l'action. Il faut donc voir les buts, mais également ce qu'il est possible de faire concrètement aujourd'hui.

L'« Agir », qui est le mieux assimilé par les militants, sera alors la décision d'actions efficaces qui doivent être soutenues par un espoir de réussite et la motivation par la foi. Agir sous-entend une méthode chrétienne dans le sens du bien commun. L'ACO lui donne le sens d'une action nécessairement commune qui ne doit jamais perdre de vue les exigences du droit et de la justice.

Une animation spirituelle de l'engagement

Le "Voir-Juger-Agir" est donc considéré par les militants comme étant la révision de vie entière alors qu'il n'est en fait qu'une partie. Celui-ci se rapprochant beaucoup de la vie même de militants par l'expression de ce qu'ils vivent tous les jours, ils y trouvent un certain intérêt donc une certaine motivation. Les conséquences de cet état d'esprit fondent toute la dynamique de l'ACO des années 50. En effet, les militants puisent dans le "Voir-Juger-Agir" toute la motivation nécessaire pour entreprendre leurs actions dans les entreprises ou dans leurs quartiers par l'intermédiaire des organisations temporelles. C'est ainsi que l'on peut dire que le mouvement de 1950 à 1963 environ est un mouvement actif, dynamique et collectif qui se fonde sur l'action et la volonté d'entraîner les autres travailleurs à défendre leur niveau de vie et leurs conditions de travail. C'est à ce niveau là que le courant "temporel" apporte toute son influence car le "Voir-Juger-Agir" est une véritable animation de l'engagement dans le sens où, des trois composantes, les militants se concentrent surtout sur l'Agir.

Cette constatation nous a été possible par comparaison des différents comptes-rendus des comités diocésains ou de secteur des différentes périodes. Dans les dix premières années de l'ACO, ceux-ci ne parlent pratiquement que des événements du travail et de la politique. Ils cernent les injustices, les analysent et déterminent leurs actions. Les réflexions des militants sont essentiellement dirigées sur le monde du travail. Il n'est donc pas étonnant que certains militants engagés familialement par exemple aient quelquefois du mal à suivre les révisions de vie. Chaque action est source d'analyse profonde marquée par un espoir de réussite. Cette caractéristique tranche avec la période qui suivra qui sera, elle, marquée par une profonde remise en cause des méthodes et des réussites de ces actions.

En janvier 1956, après 5 ans d'existence de l'ACO, on dénombre une vingtaine de proclamations à la masse, soit environ 4 par an, ce qui représente beaucoup car cela montre que beaucoup d'événements mobilisent et surtout que l'espoir de réussite les anime. Sur cette vingtaine, une douzaine concerne les problèmes économiques, ce qui démontre que même les moyens d'actions du mouvement sont utilisés essentiellement par rapport aux entreprises. En 1954, par exemple, l'ACO d'Armentières prend position à propos d'une grève dans un atelier de confection. Un tract est distribué à la sortie des usines, il sera parfois lu dans les églises et il sera publié également dans certains journaux. Si des événements économiques mobilisent un secteur, les événements politiques ont pour avantage de mobiliser tout le diocèse. En août 1955, l'ACO de toute la France adresse un manifeste sur les événements d'Afrique du Nord. L'ACO d'Hellemmes en distribuera 500 exemplaires. L'analyse du contenu de ces différentes proclamations à la masse montre que l'ACO a vraiment pris les dimensions de toute la classe ouvrière. Les faits auxquels elle fait référence marquent son souci d'être présente et active dans tous les événements qui font la vie ouvrière : Algérie, chômage, grèves, salaires, syndicalisme, logement, milieux pauvres...

L'ACO n'a pour ainsi dire, comme moyen d'action, autorisé par l'Église, que les proclamations à la masse et les tracts. En tout cas, ce sont les plus percutants et les plus efficaces. C'est pourquoi, elle les utilise souvent pour montrer d'une part à la classe ouvrière que sa voix est entendue par l'Église et d'autre part que les conditions de la classe ouvrière peuvent être reconnues dans l'Église par d'autres personnes que les ouvriers eux-mêmes. Il semble que les militants ont réellement pris conscience que leur mouvement est actuellement l'une des forces essentielles de la présence permanente de l'Église dans la classe ouvrière. Leur double fidélité à la classe ouvrière et à Jésus Christ est donc plus qu'un état d'esprit c'est un véritable acte de foi. Cet acte de foi hérité de la JOC puis transmis par le MPF est considéré comme la force de l'ACO pour évangéliser le monde ouvrier. Son engagement temporel la place au cœur du monde ouvrier et la révision de vie anime cet engagement pour la majorité des militants. L'action, pour eux, est primordiale. "Tour bon chrétien devrait être militant là où il se situe"²¹. C'est à ce niveau que l'on mesure l'influence qu'a eu le M.P.F et les méthodes jocistes.

En effet, dans les années 50, l'action d'un militant se centre plus sur les licenciements, les grèves et les élections que sur les problèmes scolaires ou du logement. L'ACO est donc à cette époque plus un lieu de revendications et de recherches de solutions qu'un lieu de réflexion. On apporte plus les actions menées que le regard apostolique sur la mission de l'ACO. Même si ce regard est présent il est loin d'être prioritaire. Cette caractéristique "temporelle" a également pour raison d'être un contexte économique et politique favorable. En effet, la situation d'expansion économique anime les ouvriers et donc les militants d'un désir de participer à la croissance. Les revendications y sont largement présentes et les syndicats sont en pleine apogée. Avec la fin de la IV^e République, le retour de Charles de Gaulle, la guerre d'Algérie et les différentes élections qui amènent souvent les Français aux urnes, le contexte politique est riche en événements importants sur lesquels l'ACO se doit de réfléchir. Il n'est donc pas surprenant que les thèmes abordés en révision de vie soient essentiellement d'ordre économique et politique. Dans un contexte comme celui-ci, les ouvriers

21 Entretien avec une militante du secteur de Lille-Est, engagée politiquement (élue municipale) et familialement (APF).

comptaient bien se faire entendre et surtout participer à la société de consommation. De plus, leur nombre ne cessant de croître, passant de 29,8 % en 1947 à 38 % en 1962 en France, ils avaient plus d'espoir en la force de leur voix. C'est donc dans ce contexte de motivation de la classe ouvrière d'accéder à la société de consommation que l'ACO grandit.

La révision de vie

Occupant les 4/5 d'une réunion, elle reste l'outil le plus important de l'ACO malgré sa complexité. La définition n'étant pas facile à retranscrire, nous tenterons de le faire de la manière suivante. Elle représente l'élément essentiel de l'animation et consiste à mettre en commun, à partir de faits de la vie ouvrière, les différentes prises de position des membres lors des grèves, d'assemblées générales ou autres. "C'est un travail fraternel, réalisé sous le regard du Christ qui rassemble l'équipe, sur tous les aspects de la vie chrétienne, dans la vie ouvrière, l'engagement et le foyer."²² Elle ne doit pas servir de jugement sur la position prise par les militants mais elle doit aider à vivre toujours plus en chrétien. Ce n'est pas une séance d'autocritique ni de confession publique mais une prise en charge par tous des difficultés de chacun.

C'est là que se situe le rôle de l'aumônier, en aidant l'équipe à découvrir les différents aspects du christianisme dans les événements en question et dans la vie des militants. L'aumônier alimente également la discussion doctrinalement afin de compléter les connaissances chrétiennes. Une révision de vie suivant qu'elle est bien ou mal assimilée, peut faire varier le degré de vitalité et de conscience missionnaire. Évidemment, ce risque n'existe qu'à long terme. Une seule révision de vie difficile n'est pas un frein mais sur une année, cela peut provoquer un découragement chez certains militants qui recherchent des raisons d'agir. La révision de vie n'est jamais chose acquise, même encore aujourd'hui.

Les rencontres

Les sessions d'études régionales (SER)

Elles se déroulent entre deux rencontres nationales. Tous les membres des comités de secteur y sont invités afin de faire le point sur la mise en œuvre des orientations décidées lors de la rencontre nationale précédente. Elles se déroulent sur 2 jours. La nécessité et la complexité de préparer les rencontres nationales a amené le diocèse à faire une autre SER avant une rencontre nationale afin de réfléchir sur le rapport d'orientation, d'assurer ainsi une bonne coordination des secteurs et de donner une participation effective du diocèse de Lille à la rencontre nationale.

Les SER sont donc un temps de vérification, d'approfondissement et de préparation qui ne fait que corroborer l'idée de solidité et d'organisation de l'ACO

Les retraites et les recollections

Elles ont toutes deux comme objectif de mettre le militant face à sa foi et à Jésus-Christ pendant la durée d'un week-end pour la retraite et d'une après-midi pour la recollection. Elles assurent l'approfondissement de la vie chrétienne du militant et sa connaissance de l'Évangile. Elles se terminent par une célébration. Il y a environ 2 rencontres par an où la participation ne reflète pas toujours le nombre de militants.

On remarque tout de même une bonne participation aux rencontres de ce type par rapport au MPF. En 1947, seulement 4,2% des membres du MPF participent aux recollections et 11,6% aux retraites tandis que l'ACO voit la participation de 25% de ces membres aux retraites en 1959. Pourtant ce chiffre reste faible. Il souligne que les militants considèrent ces rencontres comme secondaires et qu'elles sont surtout destinées à répondre à un besoin précis et éphémère de se remettre face à leur foi.

Les relais apostoliques

Des journées d'études sont organisées une fois par an dans chaque secteur pour l'ensemble des militants afin de réfléchir sur des thèmes précis que l'on regroupe sous forme de relais. Ils sont organisés autour de problèmes particuliers qui suivent les besoins des militants. Ces problèmes appellent souvent à un éclairage doctrinal plus important. Par exemple le problème du marxisme par rapport à la foi. Les relais se situent dans une optique d'évangélisation et ont souvent l'aspect d'une révision de vie. Par la suite, les relais vont changer de perspectives mais dans les journées d'études les "carrefours" auront sensiblement la même direction.

22 BUTET (Paul), "Le regroupement et l'animation en ACO", rapport, Rencontre nationale, Paris, 20-21 octobre 1951

Contenu du fonds

Le plan de classement des archives de l'ACO de Lille est le suivant :

Origines, création et statuts de l'ACO

- Histoire du monde ouvrier et archives des mouvements antérieurs à l'ACO
- Création et statuts de l'ACO

Reunions statutaires et diocesaines

- Comité diocésain
- Sessions d'études régionales (SER)
- Journées régionales d'études diocésaines
- Données statistiques sur l'ACO
- Équipes spéciales d'ACO
- Cotisations des militants

Région lilloise

- Comité régional lillois (CRI)
- Intersecteur lillois
- Région lilloise
- Commission régionale
- Lille-Centre
- Lille-Sud-Ouest
- Lille-Ouest
- Lille-Nord
- Lille-Est
- Lille-Sud
- Armentières

Autres secteurs du Diocèse

- Roubaix
- Tourcoing
- Lys-Flandres
- Dunkerque et environs
- Vallée-de-la-Lys

Reflexions sur des événements de la vie ouvrière

Divers événements

Retraites, recollections et aumônerie diocésaine

- Retraites et recollections
- Sessions des aumôniers diocésains (Mouviaux)
- Comité lillois d'évangélisation (fonds clos)
- Aumônerie de Lille-Centre, réunions
- Aumônerie de Lille-Centre et Lille-Est, réunions
- Aumônerie diocésaine, de secteur

Relations avec l'ACO Nationale

- Rencontres nationales
- Commission nationale de l'aumônerie (CNA)
- Questionnaires verts et questionnaires au sein de l'ACO
- ACO Lille - Arras - Cambrai
- Sessions nationales des aumôniers

Relations avec les autres mouvements

- Divers mouvements

Fonds personnels de militants ou d'aumôniers

- Jean-Marie Devulder

Mode de classement, éliminations

Le traitement des archives de l'ACO est un traitement plus matériel qu'un véritable traitement archivistique, l'urgence et le peu de temps imparti en étant les causes principales. Le classement a donc fait l'objet de plusieurs étapes permettant, souci premier de l'archivistique, d'inventorier les archives de manière à en faciliter l'accès.

L'ensemble des archives a donc, dans un premier temps, été recensé et regroupé (beaucoup de documents se présentaient en vrac dans des cartons ou des armoires) en fonction de l'organigramme et de l'histoire de l'ACO.

À partir de ce recensement, un cadre de classement a été adopté. Il est constitué de séries « thématiques », représentant les différents organes de l'ACO ou les grands thèmes de son organisation.

Le traitement des archives a respecté la constitution des dossiers quand celle-ci était déjà faite et n'a fait l'objet d'aucune élimination (à part certains doubles mais rare). Le classement est donc plus « matériel » qu'« intellectuel ». Aussi, certaines remarques et certaines interrogations ont vu le jour pendant ou après le classement. N'ayant pu être palliées, ces remarques sont reprises en note dans le corps de l'instrument de recherche.

Des cotes alphanumériques ont été attribuées au cours du classement. L'ensemble du fonds a été recoté en 2017 selon la cotation en millésime utilisée aux Archives nationales du monde du travail.

Des documents non identifiés ont pu être attribués au fonds de l'ACO de Lille, mais ils ne sont pas intégrés au classement présenté ci-dessous. Ces documents ont été reconditionnés et correspondent aux cotes 2000 048 461 à 2000 048 489.

Sources complémentaires

Aux Archives nationales du monde du travail

2000 049	ACO de Roubaix-Tourcoing
2002 018	ACO (bibliothèque)
2013 019	Action catholique ouvrière de la Loire (une cassette VHS)
1998 005	Emile Reyns, prêtre de l'ACO
2007 076	Virgile Voichot, prêtre ouvrier
2007 078	Marcel Lafitte, prêtre ouvrier militant CGT du MIN Rungis
1997 042	Serge Dillies, militant MLO et Culture et Liberté
1998 002	Maurice Leroy, permanent régional du Mouvement populaire des familles
2000 018	Bernard et Marie-Paule Moreau, militants ACO, comité d'entreprise Phildar
2000 060	Maurice Montclair, militant à la JOC, MPF, ACO, MLO et MLP
2004 043	André Pluquet, militant CFTC, CFDT, ACO
2016 016	Jean Monnereau, militant
1995 064	Hocquet-Duval, militants JOC, ACO, MLO et APF
2017 019	Odette Ouvrard, militante ACO, JOC, travailleuse chrétienne, CFDT
2003 031	Association régionale pour l'histoire ouvrière et syndicale
1997 016	Groupe pour la recherche sur les mouvements familiaux

Autres services publics d'archives

FR AD 093 402 J	ACO Île-de-France
FR AD 094 166 J	ACO secteur Seine-sud-est du Val-de-Marne
FR AD 050 381 J	André Antoine, militant ACO, MRJC, CMR & ACE
FR AD 050 382 J	Xavier Antoine, militant ACO & JOC

Archives du Diocèse de Lille pour les mouvements antérieurs à l'ACO (LOC, MPF).

Archives des autres mouvements ouvriers qui restent encore à retrouver pour certains (JOC, ACI, ACG,...).

Archives des secteurs de l'ACO qui ne déposent pas ou peu à la maison de l'Apostolat des laïcs (Roubaix, Tourcoing, Dunkerque, etc.)

Bibliographie

- CHOLVY (G), HILAIRE (Y. M.), *Histoire religieuse de la France contemporaine (1930-1988)*, Toulouse, Privat, 1988, 569 p.
- DEBES (J), *Naissance de l'Action Catholique ouvrière*, Paris, Ed. ouvrières, 1982, 285 p.
- *De l'Action Catholique au Mouvement Ouvrier*, Lille, Les cahiers du G.R.M.F., 1984, 253 p.
- DELMARLE (J), *Crise religieuse et contestation sociale 1950-1975*, Paris, Ed. ouvrières, 1975.
- DELMARLE (J), *Les interférences entre champ social et champ religieux : l'exemple de deux groupes d'Action catholique spécialisées (l'ACO et l'ACJ)*, thèse de doctorat de 3^e cycle, 648 p.
- DESILVE (F), *L'Action Catholique Ouvrière dans le diocèse de Cambrai de 1950 à 1986*, Villeneuve d'Ascq, manuscrit, mémoire de maîtrise Lille III, 1988, 116 p.
- GILLE (C.), *40 ans d'Action Catholique Ouvrière dans le diocèse de Lille (1950-1990)*, mémoire de maîtrise d'histoire, Lille III, 1994, 181 p.
- GUIGNET (P), *L'Action Catholique Ouvrière, 1950-1980, évolution d'une problématique*, Mélanges Robinet, commission historique du Nord, 1987.
- HILAIRE (Y. M), *Les ouvriers de la région du Nord devant l'Église catholique, XIX^e-XX^e*, dans le Mouvement social, n° 57, 1966, p. 181-201.
- ISAMBERT (F.A), *Christianisme en classe ouvrière, Jalons pour une étude de sociologie historique*, Tournai, Casterman, 1961, 259 p.
- *La foi d'un peuple : 30 ans de mission ouvrière*, Paris, 1987, 204 p.
- LECLERC (G), *L'Église catholique 1962-1986, crise et renouveau*, Paris, 1986, Ed Denoël, 247 p.
- PIERRARD (P), *Histoire de l'Église catholique*, Paris, Ed Desclée, 1972, 309 p.
- PIERRARD (P), *Histoire des diocèses de France : Cambrai et Lille*, Paris, Beauchesne, 1978, 352 p.
- PIERRARD (P), LAUNAY (M), TREMPE (R), *La JOC Regards d'historiens*, Paris, Ed. ouvrières, 1984, 235 p.
- PIERRARD (P), *L'Église et les ouvriers en France (1940-1990)*, Paris, Hachette, 1991, 444 p.
- ROUSSEAU, *Chrétiens pour le socialisme et ACO, deux stratégies socio-religieuses en France*, Social Compass XXV, 1978, p. 101-123.
- TOURAINE, *Le mouvement ouvrier*, Fayard, 1984.
- VAUCELLES (de) (L), *Essai sur l'histoire et les difficultés présentes de l'Action catholique*, Études, 1974.
- VINATIER (J), *Les Prêtres ouvriers, le Cardinal Liénart et Rome, Histoire d'une crise (1944-1967)*, Paris, Ed. ouvrières, 1985, 237 p.

TABLE DES SIGLES

A

ACE : Action catholique des enfants.
ACG/F : Action catholique générale féminine.
ACI : Action catholique des milieux indépendants.
ACO : Action catholique ouvrière.

C

CCFD : Comité catholique contre la faim et pour le développement.
CD : Conseil départemental.
CDPI : Centre diocésain de la presse et de l'information.
CLE : Comité lillois d'évangélisation.
CN : Conseil national.
CNA : Commission nationale de l'aumônerie.
CRESR : Centre régional d'études socio-religieuses.
CRL : Comité régional lillois.
CRLLO : Commission régionale lilloise du laïcat ouvrier.

G

GREPO : Groupe de recherche et d'étude en pastorale ouvrière.

J

JEC : Jeunesse étudiante chrétienne.
JOC : Jeunesse ouvrière chrétienne.
JOCF : Jeunesse ouvrière chrétienne féminine.

L

LAC : Lille-Arras-Cambrai.

M

MMTC : Mouvement mondial des travailleurs chrétiens.
MO : Mission ouvrière.
MPF : Mouvement populaire des familles.

P

PME : Petites et moyennes entreprises.

S

SER : Sessions d'études régionales.
SNAS : sessions nationales des aumôniers de secteur.

SOMMAIRE

COTE	TITRE	DATES EXTRÊMES
2000_048_001-004	Origines, création et statuts de l'ACO	1944-1985
2000_048_005-136	Réunions statutaires et diocésaines	1952-1998
2000_048_137-261	Région lilloise	1954-1998
2000_048_262-280	Autres secteurs du diocèse	1960-1997
2000_048_281-301	Réflexion sur des événements de la vie ouvrière	1959-1990
2000_048_302-370	Retraites, recollections et aumônerie diocésaine	1947-1998
2000_048_371-420	Relations avec l'ACO Nationale	1950-1999
2000_048_421-458	Relations avec d'autres mouvements	1960-1990
2000_048_459-460	Fonds personnels de militants ou d'aumôniers	1951-1959

RÉPERTOIRE NUMÉRIQUE DÉTAILLÉ

Origine, création et statuts de l'ACO de Lille²³

2000 048 001-002	Histoire du monde ouvrier avant l'ACO : notes d'informations, correspondances, communiqués, rapports sur le MPF, sur les problèmes religieux dans le monde ouvrier, statuts des autres mouvements, correspondance, etc.	1944-1952
001	Histoire du monde ouvrier avant l'ACO	s.d.
002	De la fin du MPF à la création de l'ACO (1944-1952). Critiques envers le MPF et problèmes de la mise en place de l'ACO	1944-1952
2000 048 003-004	Création et statuts de l'ACO : notes d'informations, lignes d'orientations, principes généraux, coupures de presse, brochures, procès-verbaux des premières réunions, correspondance.	1950-1985
003	Création de l'ACO (1950-1953) ; statuts de la Rencontre Nationale de 1953.	1950-1953
004	Statuts, modifications.	1985

23 Des documents concernant les statuts ont été retrouvés dans d'autres dossiers ou à la fin du classement. Ils n'ont pu faire l'objet d'un reclassement. Ils ont donc été considérés comme un deuxième dépôt, leur cotation prenant la suite logique des autres comités diocésains. Par conséquent, ils se localisent à la fin du premier dépôt, après le 2000_048_460.

Réunions statutaires et diocésaines²⁴

2000 048 005-073

Comités diocésains: convocations, notes manuscrites, notes d'informations, notes de réflexions, rapports divers, procès-verbaux, comptes-rendus, communiqués, correspondance.

1954-1998

005	1954.
006	1955.
007	1956.
008	1957.
009	1958.
010	1959.
011	1960.
012	1961.
013	1962.
014	1963.
015	1964.
016	1965.
017	1966.
018	1967.
019	1968, accompagné d'une enquête sociologique sur les militants de l'ACO (nombre, sexe, fonctions, profession, engagements, etc.).
020	1969.
021	1970.
022	1971.
023	1972, contient aussi un dossier sur le renouvellement du comité diocésain.
024	1973.
025	1974.
026	1975.
027	1976.
028	1977.
029	1978.
030	1979.
031	1980, contient aussi un cahier de Roland FOURMENTEL : comptes rendus de l'ensemble des comités diocésains, septembre 1979-juin 1980.
032	1981.
033	1982.
034	1983.
035	1984.
036	1985.
037	1986.
038	1987.
039	1988.
040	1989 ²⁵ , contient aussi un compte rendu de la rencontre des équipes diocésaines, 25 février 1989.
041	1990.
042	1991 ²⁶ .
043	1954.
044	1955.
045	1956.
046	1957.
047	1959.
048	1960.
049	1961.
050	1962.
051	1963.
052	1964.
053	1965.
054	1967.
055	1968.

²⁴ Des documents concernant les comités diocésains ont été retrouvés dans d'autres dossiers ou à la fin du classement. Ils n'ont pu faire l'objet d'un reclassement. Ils ont donc été considérés comme un deuxième dépôt, leur cotation prenant la suite logique des autres comités diocésains. Par conséquent, ils se localisent à la fin du premier dépôt, après le 2000_048_460

²⁵ Lacunes : il y a très peu de documents sur les comités diocésains de 1989.

²⁶ Pour l'année 1992, voir le dossier 2000 048 067. Peu de document concernent l'année 1992.

056	1969.
057	1970.
058	1971.
059	1972.
060	1980.
061	1987.
062	1988.
063	1983-1989.
064	1989.
065	1990.
066	1991.
067	1992.
068	1993.
069	1994.
070	1995.
071	1996.
072	1997.
073	1998.

2000 048 074-087 Sessions d'études régionales (SER)²⁷: convocations, notes manuscrites, notes d'informations, notes de réflexions, rapports divers, procès-verbaux, comptes-rendus, communiqués, correspondance, etc.

1952-1997

074	1952.
075	1954.
076	1956.
077	1958.
078	1961.
079	1964.
080	1966.
081	1969.
082	1975.
083	1978.
084	1981.
085	1984.
086	1987.
087	1997.

2000 048 088-106 Journées régionales d'études diocésaines²⁸: convocations, notes manuscrites, notes d'informations, notes de réflexions, rapports divers, procès-verbaux, comptes-rendus, communiqués, correspondance.

1968-1992

088	Journée du 20 octobre 1968.	1968
089	Journée du 25 octobre 1970.	1970
090	Journées du 24 octobre 1971 et du 09 janvier 1972 ²⁹ .	1971-1972
091	Journées du 25 novembre 1973 et du 08 juin 1975.	1973-1975
092	Journée du 28 novembre 1976 ³⁰ .	1976
093	Journée du 04 décembre 1977.	1977
094	Journée du 16 avril 1978.	1978
095	Journée du 11 mars 1979.	

²⁷ Série très lacunaire dans son ensemble

²⁸ Les journées d'études par secteurs préparent les journées d'études diocésaines qui préparent elles-mêmes les rencontres nationales.

²⁹ Journées d'études pour 1974, voir 2000 048 106.

³⁰ Lacunes.

		1979
096	Journée du 23 novembre 1980.	
		1980
097	Journée du 22 mars 1981.	
		1981
098	Journées du 14 mars et du 28 novembre 1982.	
		1982
099	Journées du 27 novembre 1983 et du 08 avril 1984.	
		1984
100	Journées du 28 avril et du 27 octobre 1985.	
		1985
101	Journées du 13 avril et du 16 novembre 1986.	
		1986
102	Journée du 26 avril 1987 ; également la session de formation des responsables de comités diocésains, Issy les Moulineaux, 16-17 mai 1987.	
		1987
103	Journées du 27 mars et du 20 novembre 1988.	
		1988
104	Journée du 23 avril 1989.	
		1989
105	1992.	
		1992
106	Journées du 28 avril et du 1 ^{er} décembre 1974.	
		1974

2000 048 107-119 Données statistiques de l'ACO.³¹

1953-1990

107	Données statistiques de l'ACO :	
	- Fichier du secteur de Tourcoing [1958-1960]	
	- Fichier du secteur de Lille-Est [1958-1960]	
	- Résultats de l'enquête de 1968 sur tous les secteurs ³²	
	- Tableau de l'évolution du nombre d'équipes (1953-1964)	
	- Liste sur la répartition socio-professionnelle des candidats du comité national sortant	
	- Listes des comités de secteurs	
	- Abonnements	
	- Cotisations	
	- Groupes ACO (décembre 1953)	
	- Enquête sur les prêtres en ACO [1970-1979]	
		1953-[1979]
108-109	Enquête nationale 1968, réponses détaillées au questionnaire, classées par secteurs : Lille-Sud-Ouest, Armentières, Lille (ensemble), Halluin, Hazebrouck, Tourcoing, Merville, Dunkerque.	
		1968
110-112	Listes des secteurs du diocèse.	
		1963-1990
110	1963-1975.	
111	1976-1979.	
112	1990.	
113	Listes des implantations des militants ACO dans les entreprises et les paroisses.	
		s.d.
114	Abonnements à <i>Témoignage</i> : documents divers relatifs aux abonnements.	
		1956-1978

³¹ Des documents concernant les statistiques de l'ACO ont été retrouvés dans d'autres dossiers ou à la fin du classement. Ils n'ont pu faire l'objet d'un reclassement. Ils ont donc été considérés comme un deuxième dépôt, leur cotation prenant la suite logique des autres comités diocésains. Par conséquent, ils se localisent à la fin du premier dépôt, après le 2000_048_460.

³² Pour le détail voir 2000_048_019.

115	Relations entre les rédacteurs de <i>Témoignage</i> et les équipes diocésaines : circulaires.	1954-1969
116	Abonnements à <i>Témoignage</i> : documents divers relatifs aux abonnements.	1969-1974
117	Abonnements à <i>Témoignage</i> : documents divers relatifs aux abonnements.	1979
118	Abonnements à <i>Masses Ouvrières</i> : documents divers relatifs aux abonnements.	1973-1974
119	Listes diverses.	s.d.

2000 048 120-126	Équipes spéciales de l'ACO : convocations, notes manuscrites, notes d'informations, notes de réflexions, rapports divers, procès-verbaux, comptes-rendus, communiqués, correspondance.	1961-1972
120	Ruraux en usine.	1961
121	Communautés de départ.	1961-1964
122	Équipes d'acheminement.	1961-1965
123	Engagés politiques (1961-1963, 1968, 1971).	1961-1971
124	Les plus pauvres.	1962-1966
125	Groupes d'entreprises.	1960-1972
126	Engagés à forte responsabilité.	1962-1972

2000 048 127 Cote vacante.

2000 048 128-136	Cotisations des militants : documents divers.	1969-1977
128	1969.	
129	1970.	
130	1971.	
131	1972.	
132	1973.	
133	1974.	
134	1975.	
135	1976.	
136	1977.	

Région Lilloise

2000 048 137-150 Comité régional lillois (CRL)³³.

1961-1974

137 Création : compte rendu de la première réunion du 5 décembre 1961, convocations, notes manuscrites, notes d'information, notes de réflexions, rapports divers, procès-verbaux, comptes rendus, communiqués, correspondance.

1961

138-150 Convocations, notes manuscrites, notes d'information, notes de réflexions, rapports divers, procès-verbaux, comptes rendus, communiqués, correspondance.

1962-1974

138	1962.
139	1963.
140	1964.
141	1965.
142	1966.
143	1967.
144	1968.
145	1969.
146	1970.
147	1971.
148	1972.
149	1973.
150	1974.

2000 048 151-163 Inter-secteur lillois³⁴ : convocations, notes manuscrites, notes d'information, notes de réflexions, rapports divers, procès-verbaux, comptes rendus, communiqués, correspondance.

1986-1998

151	1986.
152	1987.
153	1988.
154	1989.
155	1990.
156	1991.
157	1992.
158	1993.
159	1994.
160	1995.
161	1996.
162	1997.
163	1998.

2000 048 164-177 Région lilloise³⁵ : convocations, notes manuscrites, notes d'information, notes de réflexions, rapports divers, procès-verbaux, comptes rendus, communiqués, correspondance.

1974-1985

164	1974.
165	1975.
166	1976.
167	1977.
168	1978.
169	1979.

33 Dans CRL, beaucoup de documents de la « région lilloise » ont été retrouvés. Il semble donc que ces structures soient très proches, voire se chevauchent. Les attributions de chacune d'elles sont difficiles à cerner. Il est donc préférable de les étudier ensemble.

34 L'inter-secteur lillois prend la suite du CRL mais il semble que la structure de la « région lilloise » s'intercale entre les deux.

35 Lacunes pour les dossiers 2000 048 164-168.

170-171 1980, dont documents relatifs au rassemblement de travailleurs du 31 mai 1980.
172 1981.
173-174 1982, dont des documents relatifs au rassemblement de travailleurs du 24 avril 1982, une diapositive et un transparent.
175 1983.
176 1984.
177 1985.

2000 048 178-192 Commissions régionales, région lilloise³⁶ : convocations, notes manuscrites, notes d'information, notes de réflexions, rapports divers, procès-verbaux, comptes rendus, communiqués, correspondance, etc.

1958-1998

178 Relais Enseignement. 1958-1959

179 Vie et action professionnelle. 1977-1981

180 Grandes entreprises. 1967-1973

181 PME. 1968-1979

182 Grands ensembles. 1967-1973

183 Milieux pauvres. 1967-1978

184 Enfance et jeunesse. s.d.

185 Jeunes adultes (1979-1981, 1996-1998). 1979-1998

186 Tertiaire (1967-1974, 1993). 1967-1993

187 Cadres, techniciens et agents de maîtrise (1960-1964, 1972-1975, 1977-1981). 1960-1981

188 Retraités (1978, 1981³⁷, 1992-1994). 1978-1994

189-192 Vie et actions politiques : réflexions sur les élections et événements politiques, deux documents isolés de relais politique, listes des participants et des engagements politiques. 1971-1997

2000 048 193-236 Lille-Centre³⁸ : convocations, notes manuscrites, notes d'information, notes de réflexions, rapports divers, procès-verbaux, comptes rendus, communiqués, correspondance.

1954-1998

193 1954.
194 1955.
195 1956.
196 1957.
197 1958.
198 1959.
199 1960.
200 1961.
201 1962.
202 1963.
203 1964.
204 1965.
205 1966.
206 1967.
207 1968.

³⁶ Il faut être prudent avec les archives des différents secteurs ACO de la région. Tous les secteurs ne déposent pas leurs archives à la maison de l'apostolat des laïcs. Dans les différents dossiers de secteurs se trouvent beaucoup de rapports concernant la situation économique et sociale du secteur.

³⁷ Lacunes.

³⁸ Lacunes de 2000_048_193 à 212.

208	1969.
209	1971.
210	1972.
211	1973.
212	1974.
213	1975.
214	1976.
215	1977.
216	1978.
217	1979.
218	1980.
219	1981.
220	1982.
221	1983.
222	1984.
223	1985.
224	1986.
225	1987.
226	1988.
227	1989.
228	1990, ainsi que la correspondance avec Mgr Gaillot, évêque d'Évreux.
229	1991.
230	1992.
231	1993.
232	1994.
233	1995.
234	1996.
235	1997.
236	1998.

2000 048 237-249 Lille Sud-Ouest³⁹.

1958-1997

237 Journée d'études, 12 octobre 1958 : rapport.

1958

238-249 Lille Sud-Ouest : convocations, notes manuscrites, notes d'information, notes de réflexions, rapports divers, procès-verbaux, comptes rendus, communiqués, correspondance...

1960-1997

238	1960.
239	1963.
240	1964.
241	1967.
242	1968, compte rendu d'acheminement de Lille Sud-Ouest.
243	1973.
244	1974.
245	1975.
246	1976.
247	1977.
248	1978.
249	1979, 1984-1997.

2000 048 250-252 Lille Ouest : convocations, notes manuscrites, notes d'information, notes de réflexions, rapports divers, procès-verbaux, comptes rendus, communiqués, correspondance.

1961-1998

250	1961-1969.
251	1979, 1983 (1 pièce par année).
252	1996-1998.

2000 048 253-256 Lille Nord : convocations, notes manuscrites, notes d'information, notes de réflexions, rapports divers, procès-verbaux, comptes rendus, communiqués correspondance.

1960-1984

253	1960-1966.
254	1974.
255	1977-1978.

³⁹ Lacunes pour l'ensemble de la série Lille Sud-Ouest.

256 1980-1984.

2000 048 257-259 Lille Est : convocations, notes manuscrites, notes d'information, notes de réflexions, rapports divers, procès-verbaux, comptes rendus, communiqués, correspondance....

1960-1982

257 1960-1969, contient un rapport « L'Église qui est à Hellemmes ».

258 1970-1975, contient le livre blanc sur la présence de l'Église pour la ville nouvelle de Lille Est de 1975.

259 1976-1982.

2000 048 260 Lille Sud, pour les années 1961-1967, 1970-1975, 1977-1980, 1990-1991 : convocations, notes manuscrites, notes d'information, notes de réflexions, rapports divers, procès-verbaux, comptes rendus, communiqués, correspondance.

1961-1991

2000 048 261 Armentières, notes d'informations de militants (juillet 1993), note à l'intention des chômeurs et travailleurs (février 1996) : tracts.

1993-1996

Autres secteurs du Diocèse

2000 048 262-267	Roubaix.	1961-1997
262	Secteur de Roubaix, journées d'études de 1971, 1973-1976, 1979-1980 : rapports.	1971-1980
263-267	Roubaix : convocations, notes manuscrites, notes d'informations, notes de réflexions, rapports divers, procès-verbaux, comptes-rendus, communiqués, correspondance.	1961-1997
263	1961-1967.	
264	1971-1973.	
265	1974-1977.	
266	1978-1984.	
267	1984-1997.	
2000 048 268-270	Tourcoing : convocations, notes manuscrites, notes d'informations, notes de réflexions, rapports divers, procès-verbaux, comptes-rendus, communiqués, correspondance.	1960-1995
268	1960-1969.	
269	1972-1978.	
270	1981-1995.	
2000 048 271-273	Lys-Flandres : convocations, notes manuscrites, notes d'information, notes de réflexions, rapports divers, procès-verbaux, comptes rendus, communiqués, correspondance.	1960-1994
271	1960-1967.	
272	1970-1980.	
273	1961-1994.	
2000 048 274-279	Dunkerque et environs : convocations, notes manuscrites, notes d'information, notes de réflexions, rapports divers, procès-verbaux, comptes rendus, communiqués, correspondance.	1960-1997
274-275	Dunkerque et environs.	1981-1997
276	Dunkerque Centre Est (sous-secteur).	1970-1977
277	Dunkerque Sud.	1972-1978
278	Grande-Synthe.	1987-1996
279	Saint Pol/Mer-Petite Synthe-Fort Mardych.	s.d.
2000 048 280	Vallée de la Lys : Correspondances, convocations, notes manuscrites, notes d'information, notes de réflexions, rapports divers, procès-verbaux, comptes rendus, communiqués, correspondance.	1961-1979

Réflexions de l'ACO sur des événements⁴⁰⁴¹

2000 048 281	Chômage et licenciements, licenciements Paindavoine, Licenciements Thomson Lesquin, manifestation contre le chômage : documents syndicaux, coupures de presse, photo.	1959-1990
2000 048 282	Algérie, Nords-africains et Racisme.	1961-1965
2000 048 283	Répression anti-syndicale : notes de réflexion.	1961
2000 048 284	Massey-Fergusson : coupures de presse.	1961-1969
2000 048 285	Fives-Cail:	1959-1963
2000 048 286-287	Relations avec les évêques : Cardinal Liénart et Mgr Gand (1961-1964), De Courtay (1990).	1961-1990
2000 048 288	Proclamations à la masse de l'ACO sur divers événements : photographies, tracts, coupures de presse.	1961-1980
2000 048 289	Révisions de vie : mai 68, le froid (1963), les milieux pauvres.	1963-1968
2000 048 290	Secteurs publics et nationalisés des années 1960.	1960-1969
2000 048 291	Grèves dans la métallurgie : coupures de presse.	1966-1967
2000 048 292	Travail des femmes : coupures de presse.	1966
2000 048 293	Encyclique de Jean XXIII sur le curé d'Ars (1959) ; interdiction du film « la Religieuse » par le secrétaire d'État à l'Information (1966) : coupures de presse.	1959-1966
2000 048 294	Élections présidentielles.	1965
2000 048 295	Logement.	1965-1966
2000 048 296	Crise du textile : coupures de presse.	1966-1967
2000 048 297	Kuhlman, Lever, bâtiments : coupures de presse du 1 ^{er} mai.	1966
2000 048 298	Mouvements de grève du 1 ^{er} mai : coupures de presse.	1966
2000 048 299	Syndicats : tracts.	1966
2000 048 300	Pour la paix au Vietnam : coupures de presse.	1966
2000 048 301	Halte de réflexions, réunions ⁴² .	1979-1988

⁴⁰ Il n'existe pas vraiment de sous-séries puisque chaque événement serait considéré comme une nouvelle sous-série. Même si les côtes rappellent les sous-séries précédentes, l'inventaire se présente en continu uniquement dans le but de simplifier la saisie.

⁴¹ Des documents concernant cette série ont été retrouvés dans d'autres dossiers ou à la fin du classement. Ils n'ont pu faire l'objet d'un reclassement. Ils ont donc été considérés comme un deuxième dépôt, leur cotation prenant la suite logique des autres comités diocésains. Par conséquent, ils se localisent à la fin du premier dépôt, après le 2000 048 460.

⁴² Voir 2000 048 311.

Retraites, recollections et aumônerie diocésaine

2000 048 302-321	Retraites et recollections : convocations, notes manuscrites, notes d'information, notes de réflexions, rapports divers, procès-verbaux, comptes rendus, communiqués, correspondance.		1947-1998
302	Recollections.		1947-1950
303	Acheminements.		1962-1965
304-320	Retraites		1950-1998
304	1950, 1959-1960.		
305	1961.		
306	1962.		
307	1963.		
308	1964.		
309	1965.		
310	1966.		
311	1967.		
312	1968.		
313	1969.		
314	1970.		
315	1971.		
316	1972.		
317	1973.		
318	1974.		
319	1975.		
320	1976 (dont une circulaire (1 pièce)).		
321	Haltes Réflexions, région lilloise ⁴³ .		1990-1998
2000 048 322-351	Aumôniers diocésains à Mouveaux, sessions : Correspondances, convocations, notes manuscrites, notes d'information, notes de réflexions, rapports divers, procès-verbaux, comptes rendus, communiqués, listes des participants par secteurs, correspondance.		1953-1988
322	1953.		
323	1955.		
324	1956.		
325	1957.		
326	1958.		
327	1960.		
328	1962.		
329	1963.		
330	1964.		
331	1965.		
332	1966.		
333	1967.		
334	1968.		
335	1969.		
336	1970.		
337	1971.		
338	1972.		
339	1973.		
340	1974.		
341	1975.		
342	1976.		
343	1977.		
344	1978.		
345	1979.		

⁴³ Voir 2000 048 301.

346 1981.
 347 1982, dont questionnaire statistique avec engagements, nombre d'équipes, moyenne d'âge, nombres d'années en ACO.
 348 1984.
 349 1985.
 350 1986.
 351 1988.

2000 048 352-357 Comité Lillois d'Évangélisation (CLE)⁴⁴ : convocations, notes manuscrites, notes d'information, notes de réflexions, rapports divers, procès-verbaux, comptes rendus, communiqués, correspondance.

1950-1965

352 1950-1960.
 353 1960-1961.
 354 1961-1962.
 355 1962-1964.
 356 1965.
 357 Retrait de l'ACO du CLE.

1963-1965

2000 048 358-364 Aumônerie Lille-Centre, réunions⁴⁵ : convocations, notes manuscrites, notes d'information, notes de réflexions, rapports divers, procès-verbaux, comptes rendus, communiqués, correspondance.

1986-1993

358 1986-1987.
 359 1988.
 360 1989.
 361 1990.
 362 1991.
 363 1992.
 364 1993.

2000 048 365-369 Aumônerie Lille-Centre et Lille-Est, réunions⁴⁶ : convocations, notes manuscrites, notes d'information, notes de réflexions, rapports divers, procès-verbaux, comptes rendus, communiqués, correspondance.

1994-1998

365 1994.
 366 1995.
 367 1996.
 368 1997.
 369 1998.

2000 048 370 Aumônerie diocésaine, de secteur.

1970-1998

⁴⁴ Fonds clos.

⁴⁵ Des documents concernant de cette série ont été retrouvés dans d'autres dossiers ou à la fin du classement. Ils n'ont pu faire l'objet d'un reclassement. Ils ont donc été considérés comme un deuxième dépôt, leur cotation prenant la suite logique des autres comités diocésains. Par conséquent, ils se localisent à la fin du premier dépôt, après la cote 2000 048 460.

⁴⁶ Des documents concernant cette série ont été retrouvés dans d'autres dossiers ou à la fin du classement. Ils n'ont pu faire l'objet d'un reclassement. Ils ont donc été considérés comme un deuxième dépôt, leur cotation prenant la suite logique des autres comités diocésains. Par conséquent, ils se localisent à la fin du premier dépôt, après la cote 2000 048 460.

Relations avec l'ACO Nationale

2000 048 371-385 Rencontres nationales⁴⁷ : rapports d'orientation et missions de l'ACO, rapport moral, comptes rendus.

1951-1990

371	1953, dont organisation de l'ACO et organisation de <i>Témoignage</i> .
372	1962.
373	1965.
374	1968.
375	1971.
376	1974.
377	1977.
378	1980 (dont liste des participants avec leurs engagements).
379	1983 (dont cotisations, modifications de statuts).
380	1986 (dont autocollant de l'ACO).
381	1990 ⁴⁸ (dont numéros de <i>Témoignage</i>).
382	Première rencontre nationale en 1951 (dont rapport sur le regroupement et l'animation, rapport sur l'ACO et l'évangélisation).
383	1955 ⁴⁹ .
384	1957 ⁵⁰ .
385	1959 ⁵¹ .

2000 048 386-416 Commission Nationale de l'aumônerie (CNA)⁵², sessions des aumôniers : convocations, notes manuscrites, notes d'information, notes de réflexions, rapports divers, procès-verbaux, comptes rendus, communiqués, correspondance.

1950-1999

386	1950-1957.
387	1967.
388	1968.
389	1969.
390	1970.
391	1971.
392	1972.
393	1973.
394	1974.
395	1975.
396	1976.
397	1977.
398	1978.
399	1979.
400	1980.
401	1981.
402	1982.
403	1983.
404	1985.
405	1986.
406	1987.
407	1988.
408	1989.
409	1992.
410	1993.
411	1994.
412	1995.
413	1996.
414	1997.
415	1998.

⁴⁷ Des documents concernant cette série ont été retrouvés dans d'autres dossiers ou à la fin du classement. Ils n'ont pu faire l'objet d'un reclassement. Ils ont donc été considérés comme un deuxième dépôt, leur cotation prenant la suite logique des autres comités diocésains. Par conséquent, ils se localisent à la fin du premier dépôt, après la cote 2000 048 460

⁴⁸ Lacunes, pas de rapports.

⁴⁹ Lacunes.

⁵⁰ Lacunes.

⁵¹ Lacunes.

⁵² Il semble que la CNA se réunisse tous les trimestres. Il manque les réunions de la CNA de l'année 1954.

	416	1999.	
2000 048 417		Questionnaires verts et questionnaires au sein de l'ACO ⁵³ .	1976-1983
2000 048 418-419		ACO Lille-Arras-Cambrai (LAC).	1992-1998
	418	Rencontrés élus au CN, responsables CD et aumôniers diocésains.	1992-1998
	419	Week-end formation responsable et trésoriers de CS.	1993-1996
2000 048 420		Sessions nationales des aumôniers de secteur (SNAS), Vichy.	1995

53 Des documents concernant cette série ont été retrouvés dans d'autres dossiers ou à la fin du classement. Ils n'ont pu faire l'objet d'un reclassement. Ils ont donc été considérés comme un deuxième dépôt, leur cotation prenant la suite logique des autres comités diocésains. Par conséquent, ils se localisent à la fin du premier dépôt, après la cote 2000 048 460.

Relations avec d'autres mouvements ⁵⁴

2000 048 421-423	GREPO, sessions nationales à Chartes : rapports.	1974-1989
421	1974-1980.	
422	1984-1985.	
423	1989, contient aussi la 2eme journée du GREPO du diocèse de Lille, du 30 novembre 1989.	
2000 048 424-426	JOC / F : convocations, notes manuscrites, notes d'information, notes de réflexions, rapports divers, procès-verbaux, comptes rendus, communiqués, correspondance.	1963-1988
424	1963-1975.	
425	1974-1978, dont un rapport moral ou d'orientation de la JOC, rapport « 50 ans d'histoire de la JOC ».	
426	1983-1988.	
2000 048 427-429	ACE : convocations, notes manuscrites, notes d'information, notes de réflexions, rapports divers, procès-verbaux, comptes rendus, communiqués, correspondance.	1960-1986
427	1960-1968.	
428	1976.	
429	1984-1986.	
2000 048 430	ACG/F : convocations, notes manuscrites, notes d'information, notes de réflexions, rapports divers, procès-verbaux, comptes rendus, communiqués, correspondance.	1954-1966
2000 048 431	Association Chrétienne des foyers : convocations, notes manuscrites, notes d'information, notes de réflexions, rapports divers, procès-verbaux, comptes rendus, communiqués, correspondance, périodique « Adultes engagés ».	s.d.
2000 048 432	ACI. : convocations, notes manuscrites, notes d'information, notes de réflexions, rapports divers, procès-verbaux, comptes rendus, communiqués, correspondance.	1963-1966
2000 048 433	Mouvement Mondial des Travailleurs Chrétiens (MMTC).	1988-1991
2000 048 434	JEC : 3 pièces.	1965-1966
2000 048 435-436	CCFD : notes, correspondance	1961-1975
435	1961-1966.	1961-1966
436	1973-1975, [1986], dont une affiche .	1973-[1986]
2000 048 437	Centre diocésain de la presse et de l'information (CDPI) : convocations, notes manuscrites, notes d'information, notes de réflexions, rapports divers, procès-verbaux, comptes rendus, communiqués, correspondance.	1962-1966

54 Il n'existe pas vraiment de sous-séries puisque chaque mouvement serait considéré comme une nouvelle sous-série. Même si les cotes rappellent les sous-séries précédentes, l'inventaire de cette série se présente en continu uniquement dans le but de simplifier la saisie.

Des documents concernant la série H ont été retrouvés dans d'autres dossiers ou à la fin du classement. Ils n'ont pu faire l'objet d'un reclassement. Ils ont donc été considérés comme un deuxième dépôt, leur cotation prenant la suite logique des autres comités diocésains. Par conséquent, ils se localisent à la fin du premier dépôt, après la cote 2000 048 460.

2000 048 438	Secours catholique. : convocations, notes manuscrites, notes d'information, notes de réflexions, rapports divers, procès-verbaux, comptes rendus, communiqués, correspondance.	1961-1965
2000 048 439	Pax Christi : convocations, notes manuscrites, notes d'information, notes de réflexions, rapports divers, procès-verbaux, comptes rendus, communiqués, correspondance.	1964-1968
2000 048 440	Centrale de l'enseignement libre :convocations, notes manuscrites, notes d'information, notes de réflexions, rapports divers, procès-verbaux, comptes rendus, communiqués, correspondance.	1961-1970
2000 048 441	Centre diocésain de l'enseignement libre : convocations, notes manuscrites, notes d'information, notes de réflexions, rapports divers, procès-verbaux, comptes rendus, communiqués, correspondance.	1961-1970
2000 048 442	Centre régional d'Études Socio-Religieuses (CRESR). :convocations, notes manuscrites, notes d'information, notes de réflexions, rapports divers, procès-verbaux, comptes rendus, communiqués, correspondance.	1968-1978
2000 048 443	Centrale des Œuvres. : convocations, notes manuscrites, notes d'information, notes de réflexions, rapports divers, procès-verbaux, comptes rendus, communiqués, correspondance.	1973-1979
2000 048 444	Apostolat des laïcs :convocations, notes manuscrites, notes d'information, notes de réflexions, rapports divers, procès-verbaux, comptes rendus, communiqués, correspondance.	1989
2000 048 445	CAPCO. : convocations, notes manuscrites, notes d'information, notes de réflexions, rapports divers, procès-verbaux, comptes rendus, communiqués, correspondance.	1989-1990
2000 048 446	Missions générales. :convocations, notes manuscrites, notes d'informations, notes de réflexions, rapports divers, procès-verbaux, comptes rendus, communiqués, correspondance.	1961, s.d.
2000 048 447	Louise de Marillac : convocations, notes manuscrites, notes d'information, notes de réflexions, rapports divers, procès-verbaux, comptes rendus, communiqués, correspondance.	1953-1967
2000 048 448	Commission diocésaine des religieuses :convocations, notes manuscrites, notes d'information, notes de réflexions, rapports divers, procès-verbaux, comptes rendus, communiqués, correspondance.	1966-1967
2000 048 449	Union des religieuses éducatrices paroissiales :convocations, notes manuscrites, notes d'information, notes de réflexions, rapports divers, procès-verbaux, comptes rendus, communiqués, correspondance.	1959-1970
2000 048 450	Mission Ouvrière de Lille-Arras-Cambrai :convocations, notes manuscrites, notes d'information, notes de réflexions, rapports divers, procès-verbaux, comptes rendus, communiqués, correspondance.	1971-1983
2000 048 451	Les centres aérés : convocations, notes manuscrites, notes d'information, notes de réflexions, rapports divers, procès-verbaux, comptes rendus, communiqués, correspondance.	1962-1964

2000 048 452	Relations avec J.Etéglé (Cameroun), jumelage : convocations, notes manuscrites, notes d'information, notes de réflexions, rapports divers, procès-verbaux, comptes rendus, communiqués, correspondance.	1961-1967
2000 048 453	Rencontre avec les représentants du mouvement « World of work - FSA », le 29-30 juin et le 1 ^{er} juillet 1984. : convocations, notes manuscrites, notes d'information, notes de réflexions, rapports divers, procès-verbaux, comptes rendus, communiqués, correspondance.	1984
2000 048 454	Secrétariats sociaux : convocations, notes manuscrites, notes d'information, notes de réflexions, rapports divers, procès-verbaux, comptes rendus, communiqués, correspondance.	1960-1965
2000 048 455	Commission régionale lilloise du laïcat ouvrier (CRLLO) : convocations, notes manuscrites, notes d'information, notes de réflexions, rapports divers, procès-verbaux, comptes rendus, communiqués, correspondance.	1962-1987
2000 048 456	Secours Populaire :périodique, coupures de presse.	1966
2000 048 457	Conférences et réunions à thématique ecclésiastique, pastorale ou vie religieuse : convocations, notes manuscrites, notes d'information, notes de réflexions, rapports divers, procès-verbaux, comptes rendus, communiqués, correspondance.	1950-1978
2000 048 458	CDMO : convocations, notes manuscrites, notes d'information, notes de réflexions, rapports divers, procès-verbaux, comptes rendus, communiqués, correspondance.	1964-1980

Fonds personnel d'aumônier

2000 048 459-460 Fonds de J.M. Devulder (aumônier diocésain)⁵⁵ : notes manuscrites, périodiques.

1951-1959

459 1951-1957.

460 1958-1959.

⁵⁵ Ce fonds comporte beaucoup de notes manuscrites de J. M. Devulder, ainsi que plusieurs numéros de « En caravane missionnaire », journal hebdomadaire de la Mission de Fives-Lille-Hellemmes-Mons-en-Baroeul.

INDEX

L'index est unique et centralise les mots matière (en minuscules), les noms propres (en majuscules) et les noms de lieux (en italiques). Le renvoi est fait à la cote.

A

acheminement : 303
action professionnelle : 179
ACE : 427-429
ACG / F : 430
ACI : 432
« Adultes engagés » (périodique) : 431
agent de maîtrise : 187
Algérie : 282
anti-syndicat : 283
apostolat des laïcs : 444
Armentières : 108, 109, 261
Ars (curé d') : 293
association chrétienne des foyers : 431
aumônier : 322-351, 459, 460

C

cadre : 187
Cameroun : 452
CCFD : 435, 436
CDPI : 437
centrale des œuvres : 443
centre aéré : 451
Chartes : 421-423
chômage : 261, 281
comité diocésain: 005-073
CLE : 352-357
CNA : 386-416
CRESR : 442
CRL : 137-150
CRLL : 455
communauté de départ : 121
cotisation : 128-136
création: 001 ; 003
Curé d'Ars : 293

D

DE COURTRAY (évêque) : 286, 287
DEVULDER J.M. (aumônier diocésain) : 459, 460
Dunkerque : 108, 109, 274-279

E

éducatrice : 449
encyclique : 293
enfance : 184
engagé politique : 123
engagé : 126
enquête : 107-109
enquête sociologique : 019
enseignement libre : 440, 441
entreprise : 125, 180, 181
équipe d'acheminement : 122
ETÉGLÉ (J.) : 452
évêque : 228, 286, 287
Évreux : 228

F

femmes : 292
film « la Religieuse » : 293
Fives-Cail : 285
FOURMENTEL (Roland): 031
froid : 289

G

GAILLOT (Mgr) : 228
GAND (Mgr) : 286, 287
Grande-Synthe : 278
grève : 291, 298
GREPO : 421-423

H

Halluin : 108-109
halte de reflexion : 301, 321
Hazebrouck : 108, 109
Hellemmes : 257

I

Issy-les-Moulineaux : 102

J

JEAN XXIII : 293
JEC : 434
jeune adulte : 185
jeunesse : 184
JOC / F : 424-426
journée régionale : 088-106

L

laïc : 444, 455
Lesquin : 281
licenciement : 281
LIÉNART (cardinal) : 286, 287
Lille : 108, 109
LAC (Lille-Arras-Cambrai) : 418, 419, 450
Lille-Est : 107, 257-259, 365-369
Lille-Centre : 193-236, 358-364, 365-369
Lille-Nord : 253-256
Lille-Ouest : 250-252
Lille-Sud : 260
Lille-Sud-Ouest: 108, 109, 237-249
livre blanc : 258
logement : 295
Lys-Flandres : 271-273

M

Mai 68 : 289
Massey-Fergusson (marque) : 284
Merville : 108, 109
métallurgie : 291
militant : 113, 128-136, 261
mission générale : 446
Mission Ouvrière : 450
Monde ouvrier : 001

MMTC : 433
MPF : 002
Mouveaux : 322-351

N

Nords-Africains : 282

P

Paindavoine : 281
paix : 300
pauvres : 124, 183, 289
Pax Christi : 439
politique : 189-192, 294
Porte Synthe-Fort Mardych : 279
présidentielle : 294

Q

questionnaire : 417

R

racisme : 282
recollection : 302
relais enseignement : 178
religieuse : 448, 449
rencontre nationale : 371-385
répression : 283
retraite : 304-320
retraité : 188
révision de vie : 289
Roubaix : 262-267
ruraux : 120

S

Secours catholique : 438
Secours populaire : 456
secrétariat social : 454
secteur nationalisé : 290
secteur public : 290
SER: 074-087
SNAS : 420
statistiques : 107-119
statuts : 003-004
St Pol sur Mer : 279
syndicat : 299

T

technicien : 187
Témoignage : 114, 115, 116, 117, 118, 371, 381
tertiaire : 186
THOMSON Lesquin : 281
Tourcoing: 107, 108, 109, 268-270

U

usine : 120

V

Vallée de la Lys : 280
Vichy : 420
Vietnam : 300

W

World of work – FSA (mouvement) : 453

TABLE DES MATIÈRES

FICHE D'IDENTIFICATION.....	2
INTRODUCTION.....	3
TABLE DES SIGLES.....	21
SOMMAIRE.....	22
RÉPERTOIRE NUMÉRIQUE DÉTAILLÉ.....	23
Origine, création et statuts de l'ACO de Lille.....	23
Réunions statutaires et diocésaines.....	24
Région Lilloise.....	28
Autres secteurs du Diocèse.....	32
Réflexions de l'ACO sur des événements.....	33
Retraites, recollections et aumônerie diocésaine.....	34
Relations avec l'ACO Nationale.....	36
Relations avec d'autres mouvements.....	38
Fonds personnel d'aumônier.....	41
INDEX.....	42